



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 septembre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 20th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Arol Chemical Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit août 1952, constituant en corporation: Bernard Aronczyk, chimiste, William Gladstone, marchand, Charles Brownstein, avocat, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de S.-L. Goldwater, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme chimistes ou manufacturiers de produits chimiques, le tout sujet à la Loi de pharmacie de Québec, sous le nom de "Arol Chemical Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C.-E. CANTIN.

Letters Patent

Arol Chemical Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eight day of August 1952, incorporating: Bernard Aronczyk, chemist, William Gladstone, merchant, Charles Brownstein, advocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of S.-L. Goldwater, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of chemist or chemical manufacturers, the whole subject to the Quebec Pharmacy Act, under the name of "Arol Chemical Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Bacal & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche- lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six août 1952, constituant en corporation: Louis Bacal, marchand, de Westmount, Nathan Levit- sky, avocat, Sybil Leary, secrétaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce des textiles comme manufacturiers, convertisseurs, importateurs, marchands et autrement, sous le nom de "Bacal & Sons Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C.-E. CANTIN.

Bacal & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRi- chelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August 1952, incorporating: Louis Bacal, mer- chant, of Westmount, Nathan Levitsky, advocate Sybil Leary, secretary, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the textile business as manu- facturers, converters, importers, dealers and other- wise, under the name of "Bacal & Sons Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August 1952.

C.-E. CANTIN.
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Beverley Ann Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La- Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept août 1952, constituant en corporation: Ernest-Arthur Cattley, marchand, Gérard-Pier- re Laganère, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Henri Masson Loranger, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Mon- tréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits textiles, d'habits et vêtements d'aucune sorte et description, sous le nom de "Beverley Ann Sportswear Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Beverley Ann Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Pro- vince of Quebec, represented by Mr. C. LaRi- chelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of August 1952, incorporating: Ernest-Arthur Cat- tley, merchant, Gérard-Pierre Laganère, lawyer, both of the city of Montreal, Henri Masson Lo- ranger, lawyer, of Westmount, all of judicial district of Montreal, for the following purposes

To manufacture and deal in textiles and cloth- ings and garments of every kind and description, under the name of "Beverley Ann Sportswear Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 500 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

**Brompton Copper Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou- verneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1952, constituant en corporation: John Peter Mac Leod, comptable, W. Redmond Hayes, C.R., avocat, tous deux de Sherbrooke, district judi- ciaire de St-François, Herbert Allan Plow, ven- deur, de Knowlton, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Brompton Copper Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Emettre des actions de manière à ce que les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune

**Brompton Copper Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieute- nant-Governor of the Province of Quebec, repre- sented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1952, incorpora- ting: John Peter MacLeod, accountant, W. Red- mond Hayes, Q.C., barrister, both of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, Herbert Allan Plow, salesman, of Knowlton, judicial district of Bedford, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Brompton Copper Corpora- tion Limited" (No Personal Liability); with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility

responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1952.

Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Christin Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept août 1952, constituant en corporation: Charles-E. Poirier, notaire, Adelaide McDerby, cédibataire, sténographe, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Françoise Brosseau, cédibataire, sténographe de Howick Station, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Pour fins de placements, posséder et détenir des biens meubles et immeubles, les accepter, recevoir et acquérir, sous le nom de "Christin Investments Ltd.", avec un capital de \$137,200, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 1,272 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C. E. CANTIN.

Cornwall Developments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept août 1952, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Lilian Viola Armstrong, Mary Bergin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir ou disposer d'obligations, d'actions de capital-actions ou autres valeurs; prendre part à l'administration des affaires ou à l'exploitation de toute entreprise et s'occuper des preuves de dettes détenues par la compagnie, sous le nom de "Cornwall Developments Limited", avec un capital de \$10,100, divisé en 10,000 actions catégorie A de \$1 chacune et 100 actions catégorie B de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 505 Edifice de la Banque du Canada, 901 Carré Victoria, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Couga Construction, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du

in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Christin Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1952, incorporating: Charles E. Poirier, notary, Adelaide McDerby, spinster, stenographer, both of the city and judicial district of Montreal, Françoise Brosseau, spinster, stenographer, of Howick Station, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

For purposes of investment, to hold and own movable and immovable property, to accept, receive and acquire the same, under the name of "Christin Investments Ltd.", with a capital stock of \$137,200, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 1,272 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1952.

C. E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Cornwall Developments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of August 1952, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Lilian Viola Armstrong, Mary Bergin, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire or dispose of bonds, shares of capital stock or other securities; to take part in the management of the business or operations of any undertaking, evidences of indebtedness of which are held by the company, under the name of "Cornwall Developments Limited", with a capital stock of \$10,100, divided into 10,000 Class A shares of \$1 each and 100 Class B shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 505 Bank of Canada Building, 901 Victoria Square, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Couga Construction, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day

quinze août 1952, constituant en corporation: Léopold Marotte, comptable, Marc Légaré, syndic, Monique Boucher, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes formes le commerce et l'industrie de construction, sous le nom de "Couga Construction, Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le quinze août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN.

Dgm Oils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit juillet 1952, constituant en corporation: Donald G. MacRae, gérant, Harold E. Carson, secrétaire, Gordon Tabrett, comptable, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme négociants de gazoline, huiles et produits pétroliers, exploiter des garages et des stations de produits pétroliers, sous le nom de "Dgm Oils Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la Ville de Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C.-E. CANTIN.

Duchesne Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq août 1952, constituant en corporation: J. Hylas Gagnon, homme d'affaires, Charles-Émile Laberge, industriel, Émile Duchesne, entrepreneur, Michel Gagnon, industriel, des ville et district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; agir comme entrepreneurs généraux en construction; faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Duchesne Construction Limitée", avec un capital de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C. E. CANTIN.

Elger Nets & Lace Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-

of August, 1952, incorporating: Léopold Marotte, accountant, Marc Légaré, trustee, Monique Boucher, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the construction business and industry, under the name of "Couga Construction Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Dgm Oils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of July 1952, incorporating: Donald G. MacRae, manager, Harold E. Carson, secretary, Gordon Tabrett, accountant, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of traders in gasoline, oils, petroleum products, operate garages and petroleum products stations; under the name of "Dgm Oils Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of July 1952.

C.-E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Duchesne Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of August, 1952, incorporating: J. Hylas Gagnon, business man, Charles Émile Laberge, industrialist, Émile Duchesne, contractor, Michel Gagnon, industrialist, of the town and judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in real estate; act as general building contractors; deal in building requisites, under the name of "Duchesne Construction Limitée", with a capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1952.

C. E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Elger Nets & Lace Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-

chelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1952, constituant en corporation: Hyman Carl Goldenberg, C.R., Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats, Esther Monson, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, traiter, importer, exporter, acheter, vendre ou autrement exercer le commerce et le négoce des textiles de toutes sortes, natures ou descriptions, sous le nom de "Elger Nets & Lace Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August 1952, incorporating: Hyman Carl Goldenberg, Q.C., Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, Esther Monson, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, process, import, export, buy, sell or otherwise deal in or with textiles of every class, nature or description, under the name of "Elger Nets & Lace Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Gauthier, Murchison Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize août 1952, constituant en corporation: Jean-Louis Brissette, industriel, Arthur Murchison, comptable, Jean Gauthier, vendeur, tous de Ste-Agathe, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de distributeurs de bière, produits du malt et de tous articles et matériaux se rattachant audit commerce de liqueurs douces, soda water et toutes sortes de breuvages simples ou sucrés, sous le nom de "Gauthier, Murchison Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN.

Gauthier, Murchison Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of August, 1952, incorporating: Jean Louis Brissette, industrialist, Arthur Murchison, accountant, Jean Gauthier, salesman, all of Ste-Agathe, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of distributors of beer, malt products and all articles and ingredients connected with the said business; soft drinks, soda water and all sorts of plain or sweetened beverages, under the name of "Gauthier, Murchison Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Gosselin Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit août 1952, constituant en corporation: Andréa Dodier-Gosselin, ménagère, Rose-Hélène Dodier, commis, Marcel Gosselin, gérant, tous de Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exploiter généralement le commerce de camionnage et de transport de biens, denrées et marchandises, sous le nom de "Gosselin Transport Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN,

Gosselin Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of August, 1952, incorporating: Andrée Dodier Gosselin, housewife, Rose Hélène Dodier, clerk, Marcel Gosselin, manager, all of Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on a general transportation business, and to transport goods, wares and merchandise, under the name of "Gosselin Transport Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 preferred shares of \$100 each and 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Harrington Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1952, constituant en corporation: June Kirlin, Margaret Sullivan, filles majeures, Agnes Barry, épouse séparée de biens de John Barry, toutes trois secrétaires, Barney Pollack, étudiant en droit, Harry Blank, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Harrington Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Harrington Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1952, bearing date the sixth day of August 1952, incorporating: June Kirlin, Margaret Sullivan, spinsters, Agnes Barry, wife separate as to property of John Barry, all three secretaries, Barney Pollack, law student, Harry Blank, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Harrington Mining Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Jewel Bearings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix août 1952, constituant en corporation: Camil Noël, C.R., Louis Pratte, avocats, Thérèse Gosselin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coussinets utilisés dans la bijouterie et tous genres de marchandises gardées en magasin pour les bijoutiers, orfèvres, horlogers et fabricants d'instruments de précision, sous le nom de "Jewel Bearings Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Jewel Bearings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August 1952, incorporating: Camil Noël, Q. C., Louis Pratte, advocates, Thérèse Gosselin, secretary, spinster, all the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in jewel bearings in all classes of merchandise stocked by jewellers, silversmiths, watch makers, precision instrument makers, under the name of "Jewel Bearings Limited".

The capital stock of the company is to be divided into 600 preferred shares of a par value of \$50 each and 200 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

L'Association des Courtiers en Immeubles de Sherbrooke, Inc.
The Sherbrooke Real Estate Brokers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1952, constituant en corporation: sans capital-actions: Louis Gaudreau, Jean Préfontaine, Charles Connors, Frank J. Conway, Fred Conway, Maurice Gingues, Frank W. McCrea, Armand Laine, Gaston Bégin, Gabriel Racine,

L'Association des Courtiers en Immeubles de Sherbrooke, Inc.
The Sherbrooke Real Estate Brokers, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of August, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Gaudreau, Jean Préfontaine, Charles Connors, Frank J. Conway, Fred Conway, Maurice Gingues, Frank W. McCrea, Armand Laine.

Gaudias Biloiseau, Pierre-Adélaide Gobeille, courtiers en immeubles, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

De réunir ensemble tous les agents d'immeubles dans le but d'exercer une influence concertée sur toutes choses regardant les immeubles et les transactions immobilières, sous le nom de "L'Association des Courtiers en Immeubles de Sherbrooke, Inc." — "The Sherbrooke Real Estate Brokers, Inc."

La valeur des propriétés immobilières que pourra posséder la compagnie ou corporation est limitée à \$35,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN.

Gaston Bégin, Gabriel Racine, Gaudias Biloiseau, Pierre Adélaide Gobeille, real estate brokers, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To assemble all real estate agents for the purpose of exercising a concerted influence on all things respecting real estate and real estate transactions, under the name of "L'Association des Courtiers en Immeubles de Sherbrooke, Inc." — "The Sherbrooke Real Estate Brokers, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the company or corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze août 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Anne Rioux, religieuse des révérendes Sœurs de la Miséricorde, en religion Sœur Ste Clémence, de Montréal, Eugénie Monarque, veuve de J.-Clément Victorien Roy, en son vivant notaire, ménagère, de Pointe-aux-Trembles, Georgette Langelier, fille majeure et usant de ses droits, ménagère, de Montréal-Est, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler en collaboration avec les autorités de l'hôpital Sanatorium St-Joseph à enrayer la tuberculose, sous le nom de "L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN.

L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of August, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Marie Anne Rioux, religious of the Reverend Sœurs de la Miséricorde, in religion Sister Ste Clémence, of Montreal, Eugénie Monarque, widow of J.-Clément Victorien Roy, in his lifetime a notary, housewife, of Pointe-aux-Trembles, Georgette Langelier, spinster in use of her rights, housewife, of Montreal-East, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To work in collaboration with the authorities of the St. Joseph Sanatorium, l'hôpital Sanatorium St-Joseph to check tuberculosis, under the name of "L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée".

The amount to which the revenue from the immoveable property the corporation may hold is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Laurentian Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1952, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, Manuel Shacter, avocats, Dame Thelma Bean, secrétaire, fille majeure, Rae Rohrlück, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Rohrlück, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands de vêtements et articles vestimentaires de toute description, sous le nom de "Laurentian Sportswear Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Laurentian Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August 1952, incorporating: Louis H. Rohrlück, Manuel Shacter, advocates, Dame Thelma Bean, secretary, spinster, Rae Rohrlück, housewife, wife separate as to property of Louis Rohrlück, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, dealers in garments and wearing apparel of every description, under the name of "Laurentian Sportswear Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Laval News & Cigar Store, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq août 1952, constituant en corporation: Henry Kaizer, marchand, Jenny Halm, épouse séparée de biens de Moses Busgang, comptable, tous de la cité de Montréal, Max Coblentz, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce qui consiste à faire le négoce de journaux et de publications de matières à lire de toutes sortes; faire le commerce ou le négoce de cigares, cigarettes, tabacs pipes, produits en papier, allumettes et articles, de fumeurs, sous le nom de "Laval News & Cigar Store, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Laval News & Cigar Store, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of August 1952, incorporating: Henry Kaiser, merchant, Jenny Halm, wife separate as to property of Moses Busgang, accountant, all of the city of Montreal, Max Coblentz, advocate, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of dealing in newspapers and reading matter publications of all kinds; to deal in or with cigars, cigarettes, tobacco, pipes, paper products, matches, smokers' sundries, under the name of "Laval News & Cigar Store, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Les Agences d'Assurances Labbé Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze août 1952, constituant en corporation: Albert Labbé, agent d'assurance, André Labbé, comptable, Pierre Jutras, avocat, tous trois de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires ou agir comme agents, représentants ou gérants de toutes compagnie d'assurance-feu, vie, accident ou autres, sous le nom de "Les Agences d'Assurances Labbé Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 139 est, Notre-Dame, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN,

Les Agences d'Assurances Labbé Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August 1952, incorporating: Albert Labbé, insurance agent, André Labbé, accountant, Pierre Jutras, advocate, all three of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business or act as agents, representatives or managers, of any insurance company, fire, life, accident or other insurance, under the name of "Les Agences d'Assurances Labbé Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 139 Notre-Dame East, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Meco Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier jour d'août 1952, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Abraham H.-J. Zaitlin, B. Benno Cohen, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Meco Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of August 1952, incorporating: Harold S. Freeman, Abraham H.-J. Zaitlin, B. Benno Cohen, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs et sous-entrepreneurs électriciens et faire le commerce d'appareils électriques, accessoires, et dispositifs de toute description, sous le nom de "Meco Electric Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce premier jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C.-E. CANTIN.

Michel Rivard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze août 1952, constituant en corporation: Paul Miquelon, avocat, de Beauport, Robert Perron, avocat, Jos Moffet, huissier, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

S'occuper de construction de tous genres, sous le nom de "Michel Rivard Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o C.-E. CANTIN.

Mid-Town Plumbing & Heating Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1952, constituant en corporation: Earl Paris, James Broadhurst, James Leonard Broadhurst, tous plombiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces respectifs de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs, couvreurs, ferblantiers, électriciens et installateurs d'applications et accessoires électriques, sous le nom de "Mid-Town Plumbing & Heating Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C.-E. CANTIN.

Northeast International Oil & Drilling Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1952, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, avocat, Thérèse Bois-

To carry on generally the business of electrical contractors and sub-contractors, and deal in electric appliances, accessories, apparatus, of every description, under the name of "Meco Electric Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Michel Rivard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August, 1952, incorporating: Paul Miquelon, advocate, of Beauport, Robert Perron, advocate, Jos. Moffet, bailiff, both of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in all kinds of construction work, under the name of "Michel Rivard Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Barraute, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1952.

C.-E. CANTIN,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Mid-Town Plumbing & Heating Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of August 1952, incorporating: Earl Paris, James Broadhurst, James Leonard Broadhurst, all plumbers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the respective business of plumbers, manufacturers, contractors, roofers, tinsmiths, electricians and installers of electrical appliances and supplies, under the name of "Mid-Town Plumbing & Heating Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Northeast International Oil & Drilling Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August 1952, incorporating: Jean-Paul Cardinal, advocate, Thérèse Boissy, Denise Jal-

sy, Denise Jalbert, secrétaires, filles majeures, Lauréanne Campeau, fille majeure, réceptionniste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises entièrement ou partiellement faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, produits et sous-produits du pétrole, sous le nom de "Northeast International Oil & Drilling Co. Inc." avec un capital de \$15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1411 rue Stanley en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

bert, secretaries, spinsters, Lauréanne Campeau, spinster, receptionist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import and deal in all kinds of products, articles and merchandise made in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, petroleum products and by-products, under the name of "Northeast International Oil & Drilling Co. Inc.", with a capital stock of \$15,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1411 Stanley St. in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Textile Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu des disposition de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq juillet 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Auguste Beaudry, éditeur, Albert Ouellette, Philippe Pelland, surveillants, René Laurendeau, assistant-surveillant, Arthur James West, secrétaire, de Montréal, Jean-Paul Poirier, assistant-surveillant, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager l'étude de la fabrication des textiles dans toutes ses phases et procédés; organiser, soutenir et diriger des groupes et classes d'étude, des musées du textile, étalages et expositions; promouvoir les activités sociales et récréatives, sous le nom de "Textile Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juillet 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206 C. E. CANTIN.

Textile Association of Montreal

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaFichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of July, 1952, incorporating without share capital: August Beaudry, editor, Albert Ouellette, Philippe Pelland, overseers, René Laurendeau, assistant overseer, Arthur James West, secretary, of Montreal, Jean-Paul Poirier, assistant overseer, of Verdun, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote and foster the study of textile manufacturing in all its phases and processes; to organize, sponsor and operate study groups and classes, textile museums, displays and exhibitions; to promote social and recreational activities, under the name of "Textile Association of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33206-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Insurance Exchange Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 août 1952, à la compagnie "Insurance Exchange Building Ltd.", augmentant son capital-actions de \$40,000 à \$249,448; le capital additionnel étant divisé en 209,448 actions privilégiées de \$1.

Daté du bureau du Procureur général le 26 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33206-o L. DESILETS.

Supplementary Letters Patent

Insurance Exchange Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Insurance Exchange Building Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$249,448; the additional capital stock being divided into 209,448 preferred shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1952.

L. DESILETS,
33206 Deputy Attorney General.

Komo Construction, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Komo Construction, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 août 1952, à la compagnie "Komo Construction, Limited", 1° augmentant son capital-actions; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° modifiant ses pouvoirs de la manière énoncée dans les règlements 8 et 9 de la compagnie; 3° changeant son bureau principal de 812½ rue St-Vallier, Québec, à 1500 rue St-Vallier, dans la municipalité de Petite-Rivière, comté de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le 8 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33206-o L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the eighth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the company "Komo Construction, Limited". 1. Increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of \$100 each; 2. amending its powers in the manner set forth in By-laws 8 and 9 of the company; 3. moving its head office, from 812½ St-Vallier Street, Quebec, to 1500 St-Vallier Street, in the Municipality of Petite Rivière, county of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone de Charlevoix et Saguenay

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 août 1952, à "La Compagnie de Téléphone de Charlevoix et Saguenay", augmentant son capital-actions de \$600,000 à \$900,000, le nouveau capital divisé en 15,000 actions ordinaires de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 20 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33206-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone de Charlevoix et Saguenay

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the company "La Compagnie de Téléphone de Charlevoix et Saguenay", increasing its capital stock from \$600,000 to \$900,000, the new capital stock being divided into 15,000 common shares of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General, August 20, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lanouette & Lanouette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 août 1952, à la compagnie "Lanouette & Lanouette Ltée", 1° convertissant 200 actions communes de \$100 sous forme de 200 actions privilégiées; 2° réduisant son capital-actions de \$40,000 à \$20,200 en réduisant la valeur au pair de 200 actions communes de \$100 à \$1; 3° augmentant son capital-actions de \$20,200 à \$20,400; le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions communes de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33206-o L. DÉSILETS.

Lanouette & Lanouette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Lanouette & Lanouette Ltée", converting 200 common shares of \$100 into 200 preferred shares, 2. reducing its capital stock from \$40,000 to \$20,200, by reducing the par value of 200 common shares of \$100, to \$1; 3. increasing its capital stock from \$20,200 to \$20,400; the additional capital stock being divided into 200 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Marbo Plastics Co. Ltd (Le Plastic Marbo Inc)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 août 1952, à la compagnie "Marbo Plastics Co. Ltd" (Le Plastic Marbo Inc), augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$100,000, le nouveau capital étant composé de 6,700 actions ordinaires additionnelles

Marbo Plastics Co. Ltd (Le Plastic Marbo Inc)

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Marbo Plastics Co. Ltd." (Le Plastic Marbo Inc) increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000, the new capital stock being composed of 6,700 additional common shares.

de \$10 et 130 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33206-o L. DÉSILETS.

res of \$10 and 130 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
33206 Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 886

—
Québec, le 28 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la revision du règlement N° 1 de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec.

ATTENDU QUE la Commission de relations ouvrières de la province de Québec peut faire des règlements en exécution de l'article 38 de la Loi des relations ouvrières, S.R.Q., 1941, chapitre 162A;

ATTENDU QU'à son assemblée du 20 août 1952 ladite Commission a jugé nécessaire de reviser et de refondre le règlement N° 1 adopté par elle le 4 juillet 1946 et approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 31 juillet 1946 par l'arrêté N° 2998, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 août 1946; modifié par l'arrêté N° 136, du 27 février 1952, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 8 et 15 mars et 3 mai 1952;

ATTENDU QU'à sa dite assemblée du 20 août 1952 la Commission de relations ouvrières a approuvé un nouveau règlement au lieu et place du précédent;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit règlement N° 1, adopté par la Commission de relations ouvrières à son assemblée du 20 août 1952, et ci-après annexé, soit approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

QUE le présent règlement N° 1, approuvé par l'arrêté N° 2998, du 31 juillet 1946, et amendé par l'arrêté N° 136, du 27 février 1952, soit abrogé.

C. LARICHELIERE,
Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

COMMISSION DE RELATIONS OUVRIÈRES DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

—
Règlement N° 1

—
Certificat de reconnaissance

La Commission de relations ouvrières de la province de Québec en exécution de la Loi des relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-A),

Ordonne et décrète par le présent règlement N° 1, ce qui suit, savoir:

1. Le caractère de bonne foi et le caractère représentatif sont les conditions essentielles requises pour avoir droit à un certificat de reconnaissance syndicale.

—
Caractère de bonne foi

2. Pour permettre l'appréciation du caractère de bonne foi d'une association, les conditions suivantes sont requises:

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 886

—
Quebec, August 28, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the revision of by-law No. 1 of the Labour Relations Board of the Province of Quebec.

WHEREAS the Labour Relations Board of the Province of Quebec may make regulations under section 38 of the Labour Relations Act, R.S.Q. 1941, chapter 162A;

WHEREAS, at its meeting of August 20, 1952, the said Commission has deemed necessary to revise its By-law No. 1 adopted on July 4, 1946, and approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 31, 1946, by Order No. 2998, published in the *Quebec Official Gazette* of August 3, 1946, as amended by Order No. 136 of February 27, 1952, published in the *Quebec Official Gazette* of March 8 and 15 and May 3, 1952;

WHEREAS, at the said meeting of August 20, 1952, the Labour Relations Board has approved a new by-law to replace the former one;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said By-law No. 1, adopted by the Labour Relations Board at its meeting of August 20, 1952, and annexed hereto, be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

THAT the present By-law No. 1, approved by Order No. 2998 of July 31, 1946, and amended by Order No. 136 of February 27, 1952, be repealed.

C. LARICHELIERE,
Acting Clerk of the Executive Council.

LABOUR RELATIONS BOARD OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

—
By-Law No. 1

—
Certificate of recognition

The Labour Relations Board of the Province of Quebec, under the Labour Relations Act (R.S.Q., 1941, Chap. 162-A),

Orders and decrees by the present by-law No. 1, the following, to wit:

1. The character of good faith and the representative character are the essential conditions required to be entitled to a certificate of recognition of an association.

—
Character of good faith

2. For the purpose of determining the character of good faith of an association, the following conditions shall be complied with:

a) L'association doit déposer en double sa requête en reconnaissance sur formules fournies par la Commission à cette fin;

b) L'association doit produire le texte d'une résolution autorisant la requête votée à une assemblée plénière de ses membres, où il y avait quorum, et à laquelle les membres visés par ladite requête avaient été convoqués;

c) L'association doit remplir les conditions prévues au paragraphe "d" de l'article 2 de la Loi;

d) La Commission tiendra compte de l'observance des articles 20, 21, 22, 24 et 25 de la Loi.

Caractère représentatif

3. Pour l'appréciation du caractère représentatif d'une association, les conditions auxquelles une personne peut être reconnue membre d'une association, sont les suivantes:

a) être âgée d'au moins seize ans;

b) avoir été régulièrement admise membre et avoir signé une carte d'adhésion dûment datée;

c) avoir personnellement payé un droit d'entrée ou d'initiation d'au moins un dollar (\$1);

d) être tenue de payer personnellement des cotisations à un taux non inférieur à cinquante cents (50c) par mois;

e) avoir personnellement payé les cotisations pour au moins un mois, s'il s'agit d'un nouveau membre;

f) n'avoir pas d'arriérés de cotisations pour plus de trois mois, s'il s'agit d'un membre déjà initié;

g) occuper régulièrement un emploi se rattachant aux occupations professionnelles normales de l'employeur à l'égard duquel la reconnaissance est demandée.

Dispositions générales

4. Le certificat de reconnaissance demeure la propriété de la Commission et doit, au cas de révocation, lui être transmis par l'association à laquelle il a été émis.

5. Le certificat de reconnaissance émis par la Commission sera signé par un membre, le secrétaire ou un secrétaire adjoint de la Commission et sera revêtu du sceau de la Commission.

6. La Commission avisera par lettre expédiée sous pli recommandé, l'employeur à l'égard duquel elle a accordé, refusé, confirmé ou révoqué la reconnaissance d'une association de salariés comme représentant de salariés à son emploi; un semblable avis sera envoyé à l'association d'employeurs lorsque le certificat de reconnaissance mentionnera cette dernière au lieu et place de l'employeur.

7. Tout mémoire ou communication transmis à la Commission à l'appui d'une requête en reconnaissance ou s'y opposant, doit être autant que possible rédigé sous forme de requête.

Les allégations doivent autant que possible en être, pour plus de clarté, consignées dans les paragraphes numérotés successivement.

8. La Commission pourra, à son gré, vérifier, directement ou par ses enquêteurs, l'observance des dispositions du présent règlement et obtenir toute autre information jugée nécessaire.

9. Les documents exigés par la Commission doivent lui être transmis à double exemplaire, à son siège social, en la cité de Québec; la même règle s'applique à tout document produit à la Commission.

33244-o

a) The association shall file its petition for recognition in duplicate on forms supplied by the Board for that purpose;

b) The association shall file with the Board the text of a resolution authorizing the petition as adopted at a regular meeting of its members, at which the was quorum, and to which the members concerned by the said petition has been convened;

c) The association shall comply with the conditions set forth in paragraph "d" of section 2 of the Act;

d) The Board shall take into consideration the observance of sections 20, 21, 22, 24 and 25 of the Act.

Representative character

3. For the purpose of determining the representative character of an association, the conditions by which a person may be deemed member of an association, are as follows:

a) to be at least sixteen years of age;

b) to have been regularly admitted as member and to have signed a duly dated admission form;

c) to have personally paid an entrance or initiation fee of at least one dollar (\$1);

d) to be personally obliged to pay membership fees the rate of which is not lower than fifty cents (50c) per month;

e) in the case of a new member, to have personally paid the membership fees for one month at least;

f) in the case of a member who is already initiated, not to be more than three months in arrears in the payment of membership fees;

g) to regularly hold an employment connected with the normal professional occupations of the employer concerning whom recognition is requested.

General provisions

4. The certificate of recognition remains the property of the Board, and, in the event of its cancellation, shall be transmitted to the said Board by the association to which it was delivered.

5. The certificate of recognition delivered by the Board shall be signed by a member, the secretary or an assistant secretary of the board and shall bear the seal of the Board.

6. The Board shall notify by registered mail the employer concerning whom it has granted, refused, confirmed or revoked the recognition of an association of employees as representative of employees in his employ; similar notice shall be sent to the association of employers when the certificate of recognition mentions the latter instead of the employer.

7. Any statement or communication transmitted to the Board in support of a request or in opposition thereto shall be, if possible, drawn up in the form of a petition.

To be more explicit, the allegations thereof shall, if possible, be set forth in successively numbered paragraphs.

8. The Board may, at its discretion, ascertain directly or through its investigators, the observance of the provisions of the present by-law and obtain any information deemed necessary.

9. The documents required by the Board shall be transmitted thereto in duplicate at its corporate seat, in the city of Québec; the same rule applies to any document forwarded to the Board.

33244-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944 et amendements, relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree No. 2347 of June 27, 1944 and amendments, relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the district of Quebec, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended:

Les amendements proposés sont les suivants:

The proposed amendments are the following:

SECTION I

PART I

1° Le paragraphe b) de l'article I définissant le terme "fabricants" sera remplacé par le suivant:

1. Subsection "b" of section I concerning the definition of the word "manufacturers" shall be replaced by the following:

"b) Le terme "fabricants" désigne les personnes qui fabriquent ou transforment ou conditionnent des produits de l'alimentation humaine ou animale ou ces deux (2) catégories de produits à la fois".

"b) The word "manufacturers" mean persons who manufacture or transform or condition food for human and/or animal consumption.

2° Le paragraphe c) de l'article I sera modifié en ajoutant après le terme "maison de salaison" le terme "ou charcuterie";

2. Subsection "c" of section I will be amended by adding after the words "packing house", the words "or pork butchery".

3° Le paragraphe h-1 de l'article I sera remplacé par le suivant:

3. Subsection "h-1" of section I will be replaced by the following:

"h-1. Le terme "chef de département dans les maisons de salaison ou les charcuteries" désigne toute personne qui a la direction de la vente ou de l'achat des marchandises de son département dans les maisons de salaison ou les charcuteries";

"h-1) The words "departmental manager in packing houses or pork butcheries" mean any person in charge of sales or purchases of merchandise of his department in the said packing houses or pork butcheries."

4° Le paragraphe h-2) de l'article I sera remplacé par le suivant:

4. Subsection "h-2" of section I will be replaced by the following:

"h-2) Le terme "chef de département de petites marchandises dans les maisons de salaison ou les charcuteries" désigne "Toute personne qui a la direction d'un département de petites marchandises, telles que veaux, agneaux ou moutons, coupes de bœufs, de veaux, d'agneaux ou de moutons dans ces établissements".

"h-2) The words "departmental manager of small goods in packing houses or pork butcheries" mean any person who, in the said establishments is in charge of a department of small goods such as calves or sheep, cuts of beef, veal, lamb or mutton."

5° Le paragraphe j-3 de l'article I sera modifié en ajoutant à la fin du texte dudit paragraphe les mots suivants: "des charcuteries".

5. Subsection "j-3" of section I will be amended by adding thereto the following words: "and pork butcheries".

6° Le paragraphe n) de l'article I sera abrogé.

6. Subsection "n" of section I will be repealed.

7° Le sous-paragraphe 3) du paragraphe a) de l'article IV sera modifié en ajoutant dans la 1ère ligne après les mots "maisons de salaison" les mots "et les charcuteries".

7. The third paragraph of subsection "a" of section IV will be amended by adding, in the first line, after the words "packing houses", the words "and pork butcheries".

8° L'alinéa i. du sous-paragraphe 7 du paragraphe a) de l'article V sera modifié en ajoutant dans la troisième ligne après les mots "maisons de salaison" les mots "et les charcuteries".

8. The first paragraph of subsection "a-7" of section V will be amended by adding, in the third line, after the words "packing houses" the words "and pork butcheries".

9° L'alinéa iii) du sous-paragraphe 7 du paragraphe a) de l'article V sera modifié en ajoutant dans la 1ère ligne du texte après les mots "maisons de salaison" les mots "et les charcuteries";

9. The third paragraph of subsection "a-7" of section V will be amended by adding, in the first line, after the words "packing houses" the words "and pork butcheries".

10° L'article VIII sera modifié comme suit:

10. Section VIII will be amended as follows:

i. En ajoutant après les mots "maisons de salaison" les mots "et les charcuteries", aux items, 4, 5, 10, 26, 27, 34 et 35.

i. By adding, after the words "packing houses", the words "pork butcheries", in items 4, 5, 10, 26, 27, 34 and 35.

ii. L'item 32 sera abrogé.

ii. Item 32 will be stricken off.

iii. Le second alinéa du sous-paragraphe "e" sera modifié en y ajoutant, à la fin, les mots suivants: "et sa décision est finale".

iii. The words "and its decision is final" will be added at the end of the second paragraph of subsection "e".

iv) Le paragraphe i) sera modifié à la deuxième ligne en ajoutant après les mots "maisons de

iv. By adding to subsection "i", in the second line and in the heading, the words "and pork

salaison", les mots "et aux charcuterie" et à la troisième ligne après les mots "maisons de salaison" les mots "et les charcuteries".

SECTION 2

11° Un quatrième alinéa est ajouté au paragraphe a) de l'article I de la section 2 comme suit:

"Le terme "placier" désigne tout voyageur de commerce ou représentant qui transporte dans son véhicule les marchandises destinées à l'exécution des commandes par lui prises sur place auprès de la clientèle."

12° Le premier alinéa du paragraphe a-1 de l'article IV sera abrogé et remplacé par le suivant:

"a-1) Quelle que soit la forme ou la nature du contrat intervenu entre un employeur et un voyageur de commerce ou représentant, c'est-à-dire que l'exécution du contrat intervenu entre l'employeur et le voyageur de commerce ou représentant se fasse pour un salaire fixe ou pour un taux fixe de salaire et de commission ou suivant un mode unique de commission ou de pourcentage sur le chiffre d'affaires du voyageur de commerce ou représentant ou autrement, la rémunération d'un voyageur de commerce ou représentant ne doit pas être inférieure à:

13° Le second alinéa du dit paragraphe est modifié en retranchant de l'échelle des salaires les mots "dans la ligne".

14° La note qui suit les salaires à l'article IV sera remplacée par la suivante:

"Note: L'expérience acquise dans les établissements ou entreprises privées faisant le commerce des produits visés à la juridiction commerciale ou industrielle du présent décret doit être considérée en vue de la classification des voyageurs de commerce ou représentants".

15° Le paragraphe b) de l'article IV sera modifié en substituant les mots "et (ou) au moment de la cessation de l'emploi" aux mots "ou au moment de la cessation de l'emploi".

16° L'article général du décret relatif à sa durée sera modifié en remplaçant dans la troisième ligne les mots et chiffres "premier mai 1951" par "premier mai 1953".

SECTION 3

RELATIVE AUX MANUFACTURIERS DE PRODUITS ALIMENTAIRES.

I. Définitions: Aux fins d'application de la présente section, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "manufacturier de produits alimentaires" désigne les personnes dont c'est l'occupation principale de fabriquer, transformer ou conditionner les produits d'alimentation humaine suivants: noix et amandes, produits d'arachides, thé, café, épices, essences, poudre à pâte, marinades, bases de soupe, sirop, miel, flocon de patates, langues marinées, beurre de sucre, gelées en poudre, gélatine, poudre à pain, huiles comestibles, chocolat, bonbons, conserves de fruits et légumes.

b) Le terme "chauffeur" désigne le salarié qui, porteur ou non d'un certificat de mécanicien n'agit pas comme chef-mécanicien ou comme mécanicien de classe, mais sert d'aide à un chef mécanicien ou à un mécanicien de classe et travaille sous la surveillance et la direction immédiate de ce dernier.

c) Le terme "mécanicien de machines fixes" désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification.

PART 2

11. The following new paragraph will be added to subsection "a" of section I of Part 2:

"The words "town traveller" means any commercial salesman or representatives carrying in his own vehicle goods intended to fill the orders taken by him from his customers."

12. The first paragraph of subsection "a-1" of section IV will be replaced by the following:

"a-1) Whatever be the form or nature of contract between and employer and a commercial salesman or representative, i.e. whether the enforcement of the said contract be on a fixed wage basis or on a fixed wage and commission or percentage basis computed on the turnover of the commercial salesman or representative, or on any other basis, the remuneration of a commercial salesman or representative shall not be less than:

13. The second paragraph of the said subsection will be amended by striking off the words "in the line" from the scale of wages.

14. The "Note" following the rate of wages in section IV will be replaced by the following:

"Note. Experience acquired in establishments or private concerns engaged in the trade of products contemplated in the commercial or industrial jurisdiction of the present decree must be taken into account in the classification of a commercial salesman or representative."

15. Subsection "b" of section IV will be amended by substituting the words "and/or when employment comes to an end" to the words "or when employment comes to an end".

16. The general section concerning the duration of the decree will be amended by substituting the words "May 1st, 1953" for the words "May 1st, 1951", and will be inserted after the following new Part 3.

PART 3

RELATING TO FOOD PRODUCTS MANUFACTURERS

I. Definitions: For the purpose of enforcement of the present part, the following words shall have the meaning hereinafter given them:

a) The words "food products manufacturers" mean persons whose main occupation is to manufacture, transform or condition the following human food products:

Nuts and almonds, peanut products, tea, coffee, spices, essences, baking powder, pickles, concentrated soups, syrup, honey, potato chips, pickled tongues, sugar butter, powdered jellies, gelatin, break powder, edible oils, chocolate, bonbons, fruits and vegetables preserved.

b) the word "fireman" means an employee, with or without an engineman's certificate, who does not work in the capacity of chief engineman or of a classified engineman but is a helper to a chief engineman or to a classified engineman and works under his immediate supervision or direction.

c) The words "stationary engineman" mean any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or attends to the maintenance or inspection thereof.

d) Le terme "confiseur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de la préparation des ingrédients qui entrent dans la fabrication des produits alimentaires à l'exception toutefois du thé, du café et des arachides.

e) Le terme "assistant-confiseur" désigne le salarié qui assiste et remplace occasionnellement le confiseur.

f) Le terme "contremaître" désigne la personne qui a la direction du personnel et de la production.

g) Le terme "expéditeur" désigne le salarié compétent qui a la charge et la responsabilité de l'expédition et (ou) de la réception des marchandises.

h) Le terme "rôtisseur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de la surveillance des machines rôtissant le café ou les arachides, ou faisant le mélange et la préparation des thés.

i) Le terme "tonnelier" désigne tout salarié qui s'occupe de la fabrication ou de la réparation des tonneaux, tonnes, tonnelets, barils, seaux, etc.

j) Le terme "commis-vendeur" désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit au téléphone.

k) Le terme "garçon" désigne un salarié du sexe masculin de moins de 20 ans employé à des travaux ne requérant aucune expérience et non compris dans les genres de travail ordinairement attribués aux hommes classifiés dans les autres classifications mais exécutant plutôt un travail léger ou manipulant des marchandises dont la pesanteur ne dépasse pas 60 livres.

En aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie et au service des établissements assujettis ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés masculins des diverses catégories du même établissement, autres que les salariés du bureau et les voyageurs de commerce.

l) Le terme "homme général" (non-spécialisé) désigne le salarié qui exécute des travaux de manœuvre ou tout autre travail non autrement classifié.

m) Le terme "conducteur de véhicule" désigne un salarié conduisant pour le compte d'un employeur assujetti, l'un quelconque des véhicules considérés comme véhicules automobiles au sens de la Loi des Véhicules Automobiles (S.R.Q. 1941, ch. 142, ar. 2).

n) Le terme "préposé aux machines" signifie et comprend la personne qui fait la réparation ou l'entretien des machines servant à la production ou à la transformation de la marchandise.

o) Le terme "surnuméraire" désigne tout homme général, au sens du présent décret au service desdits établissements assujettis et embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure pendant la période du premier juillet au premier décembre.

p) Le terme "comptable" (avec ou sans diplôme) désigne tout salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret.

q) Le terme "commis de bureau" désigne tout salarié préposé aux écritures, aux factures et à l'ouvrage général de bureau non autrement classifié.

r) Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et en dactylographie.

II. Jurisdiction industrielle: a) La présente section régit (à l'exclusion de toute autre section, à moins qu'il n'en soit statué autrement en la

d) The word "confectioner" mean any person who has the responsibility of the preparation of ingredients used in making food products excepting however, tea, coffee and peanuts.

e) The words "assistants-confectioner" mean that employee who occasionally assists and replaces the confectioner.

f) The word "foreman" means the employee in charge of the personnel and of production.

g) The word "shipper" means the qualified employee in charge of and responsible for the shipping and/or the receiving of merchandise.

h) The word "roaster" means any person entrusted with the supervision of coffee or peanut roasting machines, or doing the mixing and preparation of tea.

i) The word "cooper" means any person doing the fabrication or repair of barrels, casks, kegs, etc.

j) The words "sales clerk" mean any employee committed mainly to the selling of goods at the counter or by telephone.

k) The words "junior employee" designate any male employee under 20 years of age employed at occupations requiring no experience whatsoever and not included with those of the men classified in the other classifications. Most of his duties consist in light work or in handling merchandise not weighing more than sixty (60) pounds.

In no case, the number of employees comprised in this category and in the employ of establishments governed by the decree shall exceed 10% of the total number of male employees of the various categories in the same establishment, other than office employees and commercial salesman.

l) The words "general hand (unskilled)" designate employees performing manual work or any work not otherwise classified.

m) The words "vehicle driver" mean an employee who drives, for an employer hereby governed, a vehicle considered as a motor vehicle under the Motor Vehicles Act (R.S.Q., 1941, chapter 142 art. 2).

n) The word "millwright" means the employer doing maintenance and repair work on machines used for the production or transformation of merchandise.

o) The words "occasional hand" mean any general hand, under the present decree, working for the establishments governed by the decree and hired temporarily or occasionally, on an hourly basis, during the period from July 1st to December 1st.

p) The word "accountant" (with or without diploma) designates any employee entrusted with the supervision of the book-keeping of a private establishment or concern governed by the present decree.

q) The words "office clerk" mean any employee doing clerical work, invoices and general office work not otherwise classified.

r) The words "steno-typist" mean any employee qualified as stenographer and typist.

II. Industrial Jurisdiction: a) The present part governs (exclusive of any other part, unless otherwise stipulated in the said part 3) all employ-

dite section 3) les employeurs et les employés des établissements manufacturiers de produits alimentaires ci-haut décrits (Art. I, par. a).

b) Toutefois, chez les manufacturiers de bonbons et de chocolat, seulement, la juridiction du présent décret n'exclut que les employés affectés aux opérations de bonbons et de chocolat.

c) La juridiction territoriale de cette section est celle déterminée en la section I.

III. Les dispositions prévues à la section 2 du présent décret et relatives aux "voyageurs de commerce" s'appliquent obligatoirement à cette section 3, à l'exception toutefois du paragraphe a-1 et a-2 de l'article IV relatif aux salaires et à la clause d'échelle mobile de salaires.

IV. *Durée du travail*: La semaine régulière de travail dans les établissements assujettis à la présente section est la suivante:

a) *Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs autre que les chefs mécaniciens de première classe*: cinquante quatre (54) heures par semaine toute l'année, réparties entre 7 a.m. et 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

b) *Employés du bureau des deux sexes*: quarante-quatre (44) heures par semaine réparties entre 8 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption d'une heure et demie (1½) pour le repas du midi, et entre 8 a.m. et midi le samedi.

c) *Tous les autres salariés assujettis, à l'exception toutefois des catégories mentionnées au paragraphe d) du présent article*: quarante-huit (48) heures par semaine durant la période s'étendant de la première semaine complète de décembre à la fin de la semaine précédant le premier juillet, et cinquante-quatre (54) heures par semaine durant toute autre période de l'année.

La semaine normale de travail dans tous les cas ci-haut mentionnés est répartie de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 7 a.m. et 6 p.m., avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, et le samedi, entre 7 a.m. et midi.

d) *Surnuméraires, hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaies autres que des machines fixes, salariés du personnel de maîtrise et mécanicien travaillant comme chefs mécaniciens de première classe*; aucune semaine régulière de travail n'est établie pour ces salariés, ceux-ci devant être rémunérés aux taux déterminés dans la présente section sans majoration pour travail supplémentaire.

V. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté par un salarié en dehors de l'horaire quotidien ci-dessus déterminé ou en surplus de 44, 48 ou 54 hres selon le cas, par semaine, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré sur la base de taux et demi de son salaire régulier. Les heures de travail supplémentaires sont rémunérées suivant le cas, ou sur l'excédant d'heures de la journée de travail de tel salarié, ou sur l'excédent d'heures de la semaine de travail de tel salarié et à toute fin pratique, suivant le mode de calcul le plus avantageux pour le salarié.

Le temps supplémentaire du salarié doit être rémunéré à raison de taux et demi de son salaire régulier, exception faite pour les catégories de salariés mentionnées au sous-paragraphe d) de l'article IV de la présente section.

Pendant la période d'activité saisonnière comprise entre le premier juillet et le 30 novembre inclusivement, tout travail exécuté par un salarié régulier au delà de 48 hres par semaine doit

ers and employees of factories manufacturing the above described food products. (Sec. I, subsection a).

b) However, as regards candy and chocolate manufacturers exclusively, only those employees committed to the fabrication of candy and chocolate are excluded from the jurisdiction of the present decree.

c) The territorial jurisdiction of this part is the same as the one determined in Part I.

III. Provisions relating to commercial salesman and contained in Part 2 of the present decree shall apply to the present Part 3 with the exception however of subsection a-1 and a-2 of section IV, relating to wages and to the fluctuating wage scale clause.

IV. *Duration of labour*: In the establishments governed by the present part, the regular work week shall be as follows:

a) *Stationary enginemen and firemen, other than first-class enginemen*: Fifty-four (54) hours per week the year round distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, with a one-hour interruption for the noon meal.

b) *Office employees — male and female*: Forty-four (44) hours per week distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with an interruption of one hour and a half for the noon meal, and between 8.00 a.m. and midday on Saturday.

c) *All other employees hereby governed excepting, however, the categories mentioned in subsection "d" of the present section*: Forty-eight (48) hours per week throughout the period extending from the first complete week of December to the end of the week preceding July 1st, and fifty-four (54) hours per week during any other period of the year.

The standard working week in all cases mentioned above shall be distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., with a one (1) hour interruption for the noon meal; on Saturday between 7.00 a.m. and midday.

d) *Occasional hands, male and female, watchmen and boiler (not stationary engines) firemen, personal and administration employees and enginemen working as first-class chief enginemen*: No regular work week is established for the employees of these categories. They shall be paid the rates determined in the present part, and there shall be no wage increase for overtime work.

V. *Overtime work*: a) Time worked by an employee in excess of the daily hours of work hereabove determined, or in excess of forty-four (44), or fifty-four (54) hours per week as the case may be, is considered as overtime and remunerated on the basis of time and a half computed on his regular rate of pay. The overtime rate shall apply, as the case may be, to the hours worked in excess of the work day of such employee or to those worked in excess of the work week and, in any event, shall be computed on the basis which is more beneficial to the employee. Employee's overtime shall be paid at the rate of time and a half his regular rate of pay with the exception of the categories of employees mentioned in subsection "d" of section IV of the present Part.

During the seasonal rush period extending from July 1st to November 30 inclusively, all time worked by a regular employee in excess of forty-eight (48) hours per week shall be paid straight

être rémunéré au taux de son salaire régulier jusqu'à concurrence de 54 hres par semaine après quoi, sur la base de taux et demi du salaire, exception faite pour les employés surnuméraires.

En plus, dans les entreprises de mise en conserve seulement, pendant cette période d'activité saisonnière, tout travail exécuté par un salarié régulier au delà de une (1) heure p.m. le samedi, doit être rémunéré au taux de son salaire régulier (et non temps et demi) jusqu'à 6 hres. p.m., après quoi, sur la base de taux et demi du salaire jusqu'à concurrence de 54 hres de travail au cours de la même semaine, exception faite pour les employés surnuméraires.

Si les opérations desdits établissements exigent du travail supplémentaire de la part des salariés, la préférence pour l'exécution de tels travaux supplémentaires doit être d'abord et exclusivement offerte aux salariés réguliers et ce n'est qu'en cas, soit de refus de la part des dits salariés, ou d'impossibilité de travailler, ou d'insuffisance de personnel disponible parmi eux, lorsque leurs services ont été requis par leurs employeurs, que les services des salariés surnuméraires peuvent être utilisés pour l'exécution des dits travaux supplémentaires dans les dits établissements.

b) Cependant, dans le cas des charretiers, aide-livreurs, conducteurs de véhicules, aides-camionneurs, une prolongation de travail d'une demi-heure ou moins à la fin d'une journée de travail n'est pas considérée comme travail supplémentaire, à condition toutefois que le total des prolongations de travail effectuées par l'un quelconque desdits salariés, au cours d'une même semaine, n'excède pas une heure pour la dite semaine. Une prolongation même légitimée excédant une demi-heure par jour, ou des prolongations à plus d'une heure dans une même semaine sont considérées comme travail supplémentaire et rémunérées comme telles pour le temps supplémentaire ainsi fait. Dans ce dernier cas, cependant, seul l'excédent d'une heure doit être ainsi rémunéré.

VI. *Jours de fêtes chômés:* a) Tout salarié régulier doit être rémunéré pour les jours de fêtes chômés suivants: Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

b) Tout salarié régulier dont les services sont requis dans les établissements assujettis au décret les jours de fêtes chômés mentionnés au paragraphe "a" du présent article, à l'exception toutefois des catégories de salariés mentionnées au paragraphe "d" de l'article III doit être rémunéré au taux de salaire double pour tout travail exécuté à la demande de l'employeur pendant les jours de fêtes chômés.

VII. *Vacances payées:* Tout salarié régulier qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit une année de service pour le compte du même employeur, ou dans le même établissement, a droit à une semaine (six jours consécutifs) de vacances payées qui doivent lui être accordées entre le 15 mai et le 15 octobre de la même année. Tout salarié qui, au 30 avril de chaque année, a moins d'une année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à des vacances payées équivalant à une demi-journée de vacances par mois de service, chez cet employeur. Advenant le départ d'un salarié, l'employeur, au moment de ce départ, doit lui payer les vacances qui sont dues, soit une indemnité équivalente à 2% du salaire gagné par ledit salarié chez tel employeur pendant cette période.

time to the extent of fifty-four (54) hours per week, after which the rate of pay shall be time and a half, except for occasional hands.

Moreover, in canning factories only, during this seasonal rush period, all time worked by a regular employee after 1.00 p.m. on Saturday shall be paid for at the regular rate (not time and a half) until 6.00 p.m., and thereafter at the rate of time and one half to the extent of 54 hours of work during the same week, except for occasional hands.

If overtime is required in such establishments, preference of work should first and exclusively be offered to the regular employees, and services of occasional hands may be required for such overtime only in the case of refusal, impossibility to work or insufficiency of available help amongst the regular employees.

b) However, in the case of carters, delivery men's helpers, motor-vehicle drivers, trucks drivers' helpers, a daily extension of work of one half-hour or less is not considered as overtime providing the total time so worked by any employee, in any one week, does not exceed one hour per week. Extensions of work, even if justified, which exceed either one half-hour per day or one hour per week are considered as overtime and remunerated as such for all time so worked. In the latter case, however, only that time which exceeds one hour shall be so remunerated.

VI. *Holidays:* a) Every regular employee shall be paid for the following holidays: New Year's Day, the day after New Year's Day Epiphany Day, Good Friday until midday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) Any regular employee whose services are required in the establishments governed by the decree on the holidays mentioned in subsection "a" of the present section, excepting however the categories of employees mentioned in subsection "d" of section III, shall be paid at the rate of double time for any work performed at the employer's request, on such holidays.

VII. *Vacation with pay:* Every regular employee who on April 30 of each year, has one year of service, to his credit for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week (six consecutive days) with pay which shall be given to him between May 15 and October 15 of the same year. Every employee who on April 30 of each year, has less than one year of service for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation with pay equivalent to one half day off per month of service for such employer.

1. In the event of departure of an employee, the employer shall, at the time of departure, pay him the vacation remuneration to which such employee is entitled, i.e. 2% of the wages earned in his employ during the vacation credit period.

Toutefois, moyennant entente préalable entre l'employeur et le salarié, celui-ci peut prendre ses vacances en six jours non consécutifs durant la période ci-haut mentionnée.

Dans la zone I seulement, tout salarié qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit cinq (5) années de service continu pour le compte du même employeur ou dans le même établissement a droit à une semaine supplémentaire de vacances payées (six jours consécutifs ou non, moyennant entente entre l'employeur et le salarié) qui doivent lui être accordées en aucun temps déterminé pourvu que ce soit dans la même année et rémunéré à raison de 4% du salaire gagné pendant cette période. Advenant le départ d'un salarié, l'employeur, au moment du départ de ce salarié, doit lui payer les vacances qui sont dues, soit une indemnité équivalente à 4% du salaire gagné par le dit salarié, chez tel employeur pendant cette période.

Cependant, toujours après entente préalable entre les parties, un salarié peut renoncer à ses vacances moyennant une rémunération équivalente.

Copie de toute entente au sujet de telle renonciation aux vacances consécutives doit être déposée entre les mains du Comité Paritaire dans un délai de 15 jours après telle entente.

Tout salarié surnuméraire au service d'un employeur a droit pour tenir lieu de vacances payées, à une indemnité équivalente à 2% du salaire gagné par ledit salarié chez tel employeur pendant cette période.

Au surplus, les dispositions de l'ordonnance N° 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum relative aux congés annuels payés, non incompatibles avec les dispositions du présent article, s'appliquent dans les établissements assujettis au décret.

VIII. Taux de salaires: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés dès la publication du décret aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail.

However, after previous agreement between the employer and the employee, the latter may take his vacation in six non-consecutive days during the period above mentioned.

In zone I only, every employee who, on April 30 of each year, has five years of continuous service with the same employer, or in the same establishment, is entitled to an additional week of vacation with pay (six days, consecutive or not, depending upon previous agreement between the employer and the employee), to be given to him at any time but in the same year and paid at the rate of 4% of the wages earned during such period. In the event of departure of an employee, the employer shall, at the time of departure, pay him the vacation remuneration to which such employee is entitled, i.e. 4% of the wages earned by the said employee in his employment during the vacation credit period.

Nevertheless, and again after previous agreement between the parties, an employee may waive his vacation rights for an equivalent remuneration.

Copy of any agreement respecting such waiver of the right to a vacation, whether consecutive or not, shall be filed with the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after such agreement.

Every occasional hand in the employ of an employer is entitled, instead of vacation with pay, to an indemnity equivalent to 2% of the wages earned by him with such employer during the period of employment.

Furthermore, the provisions of Ordinance number 2 of the Minimum Wage Commission respecting annual vacation with pay, not inconsistent with the provisions of the present section, shall apply to the establishments governed by the present decree.

VIII. Wage rates: a) The following minimum wage rates shall be paid on the date of publication of the decree to the employees of the categories hereafter mentioned for the standard work week:

PERSONNEL DE MANUFACTURE — FACTORY PERSONNEL

1. Personnel masculin:

Main d'œuvre générale — General hand:

	Zones		
	I	II	III
20 ans et plus, 1ère année — 20 years and over, 1st year.....	\$0.73	\$0.66	\$0.62
1 an et plus — 1 year and over	0.80	0.72	0.68
Garçon moins de 20 ans — Junior worker, less than 20 years.	0.60	0.54	0.51

Mécaniciens de machines fixes, 4ième classe — Stationary engineman, fourth class.

Chauffeur — Fireman.	0.85	0.77	0.72
Préposé aux machines — Engineman.	0.75	0.68	0.64
Confiseur — Confectioner.	0.89	0.80	0.76
Rôtisseur — Roaster.	0.89	0.80	0.76
Tonnellier — Cooper.	0.87	0.78	0.74
Assistant-confiseur — Assistant-confectioner.	0.94	0.85	0.80
Conducteur de véhicule (camionneur) — Truck-driver.	0.83	0.75	0.71
Contremaître — Foreman.	0.85	0.77	0.72
Assistant-contremaître — Assistant-foreman.	0.93	0.84	0.79
Expéditeur — Shipper.	0.90	0.81	0.77
Surnuméraire — Occasional hand:	0.87	0.78	0.74

a) Garçon pas plus de 20% du total des surnuméraires — Junior, not more than 20% of the total occasional hand

b) Hommes — Men.	0.50	0.45	0.43
	0.60	0.54	0.51

2. Personnel féminin — Female personnel:

Main d'œuvre générale — General hand:

1ère année — 1st year.	0.49	0.44	0.42
2ième année — 2nd year.	0.53	0.50	0.47
Surnuméraire — Occasional hand.	0.50	0.45	0.43

PERSONNEL DE BUREAU — OFFICE PERSONNEL

	Par semaine	Per week
Comptable — Accountant	48.00	43.20 40.80
Sténo-Dactylo — Stenographer-typist:		
durant la 1ère année — during 1st year	22.00	19.80 18.70
durant la 2ième année — during 2nd year	25.00	22.50 21.25
durant la 3ième année — during 3rd year	28.00	25.20 23.80
durant la 4ième année et après — during 4th year and after	31.00	27.90 26.35
Ouvrage général — General work:		
durant la 1ère année — during 1st year	19.00	17.10 16.15
durant la 2ième année — during 2nd year	22.00	19.80 18.70
durant et après la 3ième année — during and after 3rd year	25.00	22.50 21.25

VOYAGEURS DE COMMERCE — TRAVELLING SALESMEN

Premier semestre de vente — First six months of sale in the line	27.00
Deuxième semestre de la première année — Second six months of the first year	30.00
Pendant la deuxième année — During the second year	33.00
Pendant la troisième année — During the third year	37.00
Pendant et après la quatrième année — During and after the fourth year	42.00

b) L'employeur doit payer le salaire hebdomadaire ci-haut prévu aux employés, même:

i. si les heures d'affaires de son établissement sont inférieures, régulièrement ou non à celles ci-haut fixées comme semaine normale de travail, et

ii. pour les semaines où se trouvent des fêtes chômées énumérées à l'article IV.

iii. Le travail supplémentaire fait ou exécuté par un salarié régulier au cours de la semaine régulière de travail doit lui être payé en même temps que son salaire régulier pour la période de temps correspondante.

c) Les salaires supérieurs actuellement payés et autres avantages prévus au décret déjà accordés aux salariés par le dit décret ne peuvent pas être réduits pendant sa durée.

d) L'expérience acquise ailleurs que dans les établissements ou entreprises privés régis par le présent décret doit être considérée en vue de la classification du personnel de bureau.

Pour toutes les catégories de salariés, le Comité Paritaire a le pouvoir de classer les employés dans les catégories d'emplois déterminés dans ce décret suivant le travail qu'ils exécutent moyennant entente avec l'employeur.

e) Tout salarié exécutant plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire établi pour la fonction la mieux rémunérée, pourvu qu'il ait rempli cette fonction supérieure pendant au moins la moitié de la semaine régulière de travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

b) The employer shall pay to his employee the weekly wages hereabove established even:

i. if the business hours of his establishment are less, in number, regularly or not, than those above determined and which constitute the standard week of work, and

ii. for the weeks in which holidays enumerated in section IV, fall.

iii. Overtime worked by a regular employee in the course of a regular work week shall be paid to him together with his regular wages for the same period.

c) The higher wages actually paid to the employees governed by the above-mentioned decree and the other advantages for which the decree provided and are already granted to such employees shall not be reduced for the duration of the said decree.

d) In classifying office personnel, experience acquired in private establishments or concerns not hereby governed shall be taken into account.

The Parity Committee has the right, in all cases, by agreement with the employer, to classify the employees in any one category of employment determined by this decree, in accordance with the work done.

e) Any employee performing more than one function or office subject to the decree shall receive the wages established for the highest paid function or office provided he has carried out such highest paid function for half the regular working week, at least."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

Le Syndicat des Maîtres Barbiers du district de Saint-François;

Le Syndicat patronal de la Coiffure du district de Saint-François,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du district de Saint-François, pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

Le mot "barbier" désigne toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

L'art de la "Coiffure" pour Dames faisant l'objet du présent décret comprend les opérations suivantes:

i. *Ondulation*: arranger, tresser, coiffer, onduler les cheveux par l'ondulation permanente, le komol, le marcel, le papier ou la mise en plis;

ii. *Teinture*: décolorer, teindre les cheveux, les sourcils et les cils;

iii. *Coupe de cheveux*: couper, amincir, effiler, étager les cheveux;

iv. *Massage*: masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, les bras, les mains, le cou ainsi que maquiller le visage;

v. *Manucure*: enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailler, faire disparaître les taches, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage des cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres;

vi. *Épilation*: enlever les poils follets sur n'importe quelle partie du corps par l'usage des crèmes, cires ou poudres dépilatoires;

vii. *Traitement du cuir chevelu*: enlever les pellicules, reconditionner ou nettoyer les cheveux, donner des shampooings, des traitements à l'huile, avec ou sans lampes à rayons infra-rouges ou vibrateurs; à haut voltage;

viii. *Postiches*: faire ou ajuster les perruques, toupets, transformations, tresses, boucles; nouer, implanter, faire la monture ou le mélange des cheveux;

ix. *Ondulation permanente*: l'ondulation permanente est l'art de donner aux cheveux vivants une vague imitant l'ondulation naturelle; l'ondulation permanente s'obtient au moyen de:

1. l'application sur les cheveux d'une solution chimique;

2. l'enroulement des cheveux par mèches sur un cylindre appelé bigoudi ou onduleur;

3. le chauffage des cheveux à une température d'au moins 212° F.; soit au moyen d'un appareil électrique ou à vapeur ou par le tampon chimique ou bien par le procédé à froid dit "cold wave" "radio wave" et autres du même genre.

Le terme "compagnon-coiffeur ou coiffeuse" désigne toute personne qui sur les matières: ondulations permanentes de tout genre, peignage, massage, manucure, traitement du cuir chevelu, coupe de cheveux, mise en plis a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire.

Le terme "maître-coiffeur ou coiffeuse" désigne toute personne qui ajoute aux sept (7) matières précédentes la teinture, la décoloration et la peignure de fantaisie et a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire.

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Maîtres Barbiers du district de Saint-François";

"Le Syndicat patronal de la Coiffure du district de Saint-François",

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du district de Saint-François",

for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purposes of the decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

The word "barber" means any person who shaves, clips, cuts, fixes, trims, refreshes and sings the hair, cleans the head by means of shampooing, gives massages, practices the art of manicuring, gives face, skin, hand, hair or scalp treatments.

The "ladies' hairdressing trade" which forms the object of the present decree comprises the following operations:

i. *Wave*: to arrange, to plait, to curl, to set, to wave the hair by means of a permanent wave, komol, marcel, paper or water wave;

ii. *Dyeing*: to discolor, dye the hair, the eyebrows and the eyelashes;

iii. *Haircut*: to cut, thin, range and singe the hair;

iv. *Massage*: to massage, clean, stimulate, manipulate or embellish the face, the arms, the hands, the neck as well as to paint or rouge the face;

v. *Manicure*: to remove cuticules, check nail growth, form, polish, enamel, remove spots, embellish, file, cut, shine nails with or without cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams or powders;

vi. *Depilations*: to pluck out soft hair on any part of the body by means of creams, depilatory powders or waxes;

vii. *Scalp treatment*: to remove dandruff, to recondition or clean the hair, to give shampoos, oil treatments with or without infra-red ray lamps or high-voltage vibrators;

viii. *Wigs*: to make or adjust wigs, toupets, transformations, tresses, locks, to tie, implant, assemble or mix the hair;

ix. *Permanent wave*: the permanent wave consists in giving the living hair a wave imitating the natural wave. The permanent wave is done by means of:

1. the application on the hair of a chemical solution;

2. the rolling up of hair in locks on a cylinder called waver or roller;

3. the heating of the hair to a temperature of at least 212° F whether by means of an electrical or steam apparatus or with chemical pad, by the "cold wave" or "radio wave" method or other processes of a similar nature.

The term "male or female journeyman hairdresser" means any person who has obtained from the parity committee a qualification certificate as such for the following branches: permanent wave of all kinds, combing, setting, massage, manicure, scalp treatment, haircut, water wave.

The term "male or female master hairdresser" means any person who has obtained from the parity committee a qualification certificate for the dyeing and bleaching of hair as well as fancy hair setting in addition to the seven (7) branches mentioned in the foregoing paragraph.

Le terme "apprenti-barbier, coiffeur ou coiffeuse" désigne toute personne qui fait un stage d'apprentissage de trois ans dans un Salon en vue d'y apprendre son métier et a obtenu un certificat comme tel du Comité paritaire.

Le terme "artisan" désigne toutes personnes détenant un certificat de qualification et exerçant leur métier seules ou en équipe pour leur propre bénéfice dans un Salon selon les prescriptions du décret.

Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui possède un ou plusieurs Salons et qui retient les services d'un ou de plusieurs barbiers, coiffeurs ou coiffeuses qualifiés ou apprentis.

Les termes "Coiffeurs" et "Coiffeuses" sont synonymes.

Les termes "Salon" "salon de barbier" "salon de coiffure" "salon de beauté" ou toute autre expression du même genre, désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, coiffeur ou coiffeuse et tout endroit où l'on apprend les métiers ci-haut définis.

Le mot "salarie" désigne un apprenti ou une personne qualifiée au service d'un employeur ou d'un employeur professionnel.

Aux fins d'application du présent décret, l'employeur ou l'employeur professionnel qui agit comme artisan et exerce ainsi de ses propres mains le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse est considéré comme "salarie".

La coupe de cheveux du coiffeur ou de la coiffeuse se limite aux personnes de sexe féminin.

Une coupe de cheveux "en brosse" (brush cut) chez les barbiers signifie les cheveux coupés en tenue verticale, droits sur la tête, sans considération du genre de coupe alentour de la tête. Il n'existe pas de demi-brosse et l'usage de cosmétiques est indifférent dans cette opération.

Une coupe de cheveux dite "Hollywood" désigne toute coupe de cheveux très basse en arrière, très épaisse tout le tour de la tête et le dessus de la tête coupé en partie en "brosse" (brush cut).

II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend:

a) pour le métier de barbier:

Zone I: la cité de Sherbrooke et la ville de Lennoxville avec un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone II: la ville de Bromptonville avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone III: les villes d'East Angus, de Cookshire, la municipalité de Bury avec un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone V: les villes de Richmond et de Windsor avec un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone VI: la ville d'Asbestos et la municipalité de village de Danville avec un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone VII: les municipalités de village de Rock Island, Beebe Plain, Stanstead avec un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone VIII: la ville de Coaticook avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone IX: la municipalité de village de Disraeli avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone X: la ville de Mégantic avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone XI: la municipalité de village de Sawyer-ville avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

b) pour le métier de coiffeur ou coiffeuse:

Zone A: la cité de Sherbrooke avec un rayon de dix (10) milles de ses limites.

The term "apprentice barber, or male or female hairdresser" means any person who has served three years of apprenticeship on a hair-dressing parlour for the purpose of learning his trade and who has obtained a certificate as such from the parity committee.

The term "artisan" means any person holding a qualification certificate and plying his trade alone or in partnership, for his own benefit, in a hairdressing parlour or barbershop in accordance with the provisions of the decree.

The word "employer" means any person association or corporation who owns one or several parlours and who employs one or several qualified barbers, male or female hairdressers or apprentices.

The terms "male hairdresser" and "female hairdresser" are synonymous.

The terms "parlour" "barbershop" "hairdressing parlour" "beauty parlour" or any other expressions of the same kind designate the place where are plied the barber, or male or female hairdressing trades, or any place where one may learn the trades defined hereinabove.

The word "employee" means any apprentice or any qualified person in the employ of an employer or in that of a professional employer.

For the purposes of enforcement of the present decree, the employer or the professional employer acting as artisan and plying, with his own hands, the barber or hairdressing trade is also considered as an employee.

A haircut by a hairdresser, male or female, shall be given to female persons only.

A brush-cut at the barbers' means the cutting of the hair so that it stands upright on the head, irrespective of the kind of haircut around the head. There is no half brush-cut and the use of cosmetics is indifferent in this operation.

A "Hollywood" haircut means that haircut which is very low in the back, very thick around the head and partly brush cut on the top.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise:

a) For the barber trade:

Zone I: The city of Sherbrooke and the town of Lennoxville with a radius of five (5) miles from their respective limits.

Zone II: The town of Bromptonville with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone III: The town of East Angus, Cookshire and the municipality of Bury with a radius of five (5) miles from their respective limits.

Zone V: The towns of Richmond and Windsor Mills with a radius of five (5) miles from their respective limits.

Zone VI: The town of Asbestos and the village municipality of Danville with a radius of five (5) miles from their respective limits.

Zone VII: The village municipalities of Rock Island, Beebe Plain, Stanstead with a radius of five (5) miles from their respective limits.

Zone VIII: The town of Coaticook with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone IX: The village municipality of Disraeli with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone X: The town of Mégantic with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone XI: The village municipality of Sawyer-ville with a radius of five (5) miles from its limits.

b) For the hairdressing trade:

Zone A: The city of Sherbrooke with a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone B: la ville de Mégantic avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone C: la ville de Magog avec un rayon de huit (8) milles de ses limites.

Zone D: la ville d'East Angus avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone E: la ville de Coaticook et le village de Saint-Herménégilde de Barford et un rayon de cinq (5) milles des limites respectives.

Zone F: les villes de Danville et d'Asbestos avec un rayon de dix (10) milles des limites respectives.

Zone G: la ville de Richmond avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

II-A. Juridiction professionnelle: La juridiction professionnelle du décret s'applique à toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations décrites à l'article I.

III. Durée du travail: a) Pour toutes les opérations du métier de barbier, les heures de travail sont exclusivement réparties de la façon suivante:

Zone I

Lundi: 8.30 a.m. à midi. Les employés pourront s'absenter du travail le lundi matin, sans que leur salaire hebdomadaire soit affecté.

Mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi: 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Zone II

Lundi: 8.30 a.m. à midi.

Mardi et jeudi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.

Vendredi: 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Zone III

Lundi: 8.00 a.m. à midi.

Mardi et mercredi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Jeudi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Vendredi et samedi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone V

Lundi: 9.00 a.m. à midi.

Mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone VI

Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone VII

Lundi et mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mardi: 9.00 a.m. à midi.

Jeudi, vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone VIII

Lundi: 8.30 a.m. à midi.

Mardi et jeudi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi et vendredi: 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

Samedi: 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Zone IX

Lundi: 8.30 a.m. à midi.

Zone B: The town of Mégantic with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone C: The town of Magog with a radius of eight (8) miles from its limits.

Zone D: The town of East Angus with a radius of five (5) miles from its limits.

Zone E: The town of Coaticook and the village of St. Hermenégilde de Barford and a radius of five (5) miles around their respective limits.

Zone F: The towns of Asbestos and Danville with a radius of ten (10) miles from their respective limits.

Zone G: The town of Richmond with a radius of five (5) miles from its limits.

II. A. Professional jurisdiction: The professional jurisdiction of the decree shall include all persons performing one or more of the operations defined in section I.

III. Duration of labour: a) For all operations of the barber trade, the hours of work shall be exclusively distributed as follows:

Zone I:

Monday: 8.30 a.m. to midday. Absence on Monday morning shall not affect the employees' wages.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Zone II:

Monday: 8.30 a.m. to midday.

Tuesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Zone III:

Monday: 8.00 a.m. to midday.

Tuesday and Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone V:

Monday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon)

Tuesday and Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone VI:

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone VII:

Monday and Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Tuesday: 9.00 a.m. to midday.

Thursday, Friday and Saturday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone VIII:

Monday: 8.30 a.m. to midday.

Tuesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday and Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Zone IX:

Monday: 8.30 a.m. to midday.

Mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m. Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.
Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées: 8.30 a.m. à 10.00 p.m. Friday, Saturday and holiday eves: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Zone X

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Mercredi pendant juillet et août: 8.00 a.m. à midi.
Vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi et veilles des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Zone XI

Lundi: 8.30 a.m. à midi.
Mardi, jeudi et vendredi: 8.30 a.m. à 7.00 p.m.
Mercredi, samedi et veilles des fêtes chômées: 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

Zone XII

Lundi: 8.30 a.m. à midi.
Mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.
Vendredi et samedi: 8.30 a.m. à 9.00 p.m.
b) Pour toutes les opérations du métier de coiffeur ou coiffeuse, les heures de travail sont exclusivement réparties de la façon suivante:

Zone "A"

Lundi: 9.00 a.m. à 7.30 p.m.
Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Mercredi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m. précises.
Cependant, tout travail — excepté le samedi — commencé pendant la durée des heures spécifiées ci-haut peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure.

Zone "B"

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Vendredi et veilles des fêtes chômées: 8.00 a.m. sans limite.
Samedi: 8.00 a.m. à 1.00 p.m.
Tout travail commencé durant les heures spécifiées ci-haut peut se prolonger durant une demi-heure supplémentaire les lundi, mardi, mercredi et jeudi et pendant deux heures supplémentaires le samedi.

Zone "C"

Janvier, février, juillet, août, septembre, octobre et novembre:
Lundi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Mardi, jeudi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.
Mercredi: 9.00 a.m. à midi.
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Mars, avril, mai, juin et décembre:
Lundi, mardi, jeudi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.
Mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Une heure de travail supplémentaire est accordée pour terminer l'ouvrage à chaque jour.
La veille de toutes les fêtes chômées du décret, les heures de travail sont celles du samedi.

Zone "D"

Lundi, mardi et mercredi: 7.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone X:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Wednesday, during the months of July and August: 8.00 a.m. to midday.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Zone XI:

Monday: 8.30 a.m. to midday.
Tuesday, Thursday and Friday: 8.30 a.m. to 7.00 p.m.
Wednesday, Saturday and holiday eves: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Zone XII:

Monday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon)
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.
Friday and Saturday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.
b) For all the operations of the hairdressing trade, the hours of work shall be exclusively distributed as follows:

Zone "A"

Monday: 9.00 a.m. to 7.30 p.m.
Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. exactly.
However, with the exception of Saturday, any work in progress within the duration of the hours hereabove specified may be finished, but such overtime shall ever exceed one half-hour.

Zone "B"

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Friday and holidays eves: 8.00 a.m. no limit.
Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.
Any work in progress within the hours hereabove specified may be carried on for one half hour overtime on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and for two overtime hours on Saturday.

Zone "C"

January — February — July — August — September — October and November:
Monday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Tuesday, Thursday and Friday: 9.00 a.m. no limit.
Wednesday: 9.00 a.m. to midday.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
March — April — May — June and December:
Monday, Tuesday, Thursday and Friday: 9.00 a.m. no limit.
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Each day, one overtime hour is permitted to finish up the work.
On the eve of all days kept as holidays, pursuant to the decree, the hours of work shall be those of Saturday.

Zone "D"

Monday, Tuesday and Wednesday: 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

Jeudi et samedi: 7.00 a.m. à 6.00 p.m. précises.

Vendredi: pas de limite d'heures.

Une heure de travail supplémentaire est accordée les lundi, mardi et mercredi pour terminer l'ouvrage commencé.

Zone "E"

Lundi, mercredi et vendredi: 8.00 a.m. sans limite.

Mardi et jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Samedi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Une demi-heure est accordée les mardi, jeudi et samedi pour terminer l'ouvrage commencé.

Zone "F"

Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.

Samedi: 8.00 a.m. à 4.00 p.m.

Une demi-heure supplémentaire est accordée — excepté le samedi — pour terminer l'ouvrage commencé durant les heures de travail.

Zone "G"

Lundi, mercredi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite.

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 7.30 p.m.

Samedi: 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Une demi-heure de travail supplémentaire est accordée pour terminer l'ouvrage commencé à chaque jour. En dehors de l'horaire ci-haut il n'y a pas de travail.

Notes: a) Dans les Zones "A-B-D-E-F" il n'y aura pas de limite pour la cessation du travail pendant la période commençant deux semaines avant le Jour de Pâques et se terminant le 15 juillet inclusivement (excepté pour les Zones "A et B" se terminant le 1 juillet) de même que du 15 décembre au 6 janvier incl. les dimanches et jours chômés exceptés. Cependant, durant ces périodes, aucun salarié de la zone "A" ne pourra travailler après 10.00 p.m. les mercredi et vendredi et devra de plus avoir quitté le salon à cette heure.

b) Là où les villes, cités et municipalités changent d'heure pour prendre l'heure d'été ou pour revenir à l'heure solaire, on doit tenir compte du changement d'heure pour la durée du travail.

c) Dispositions spéciales pour les barbiers:

i. Dans les Zones I et V, le Vendredi-Saint est chômé toute la journée; cependant les heures de travail sont prolongées jusqu'à 9.00 p.m. le Jeudi-Saint. — Dans toutes les autres Zones il n'y a pas de travail jusqu'à midi le Vendredi-Saint.

ii. N'est pas considérée comme une violation du décret, le temps que prend le barbier pour servir les clients qui sont entrés dans son salon avant l'expiration de la durée des heures de travail.

iii. Cependant, le lundi, la durée des heures de travail est prolongée jusqu'à 6.00 p.m. dans les Zones I et II la semaine Sainte et la semaine de Noël.

iv. Dans les Zones I et II, les 24 et 31 décembre, lorsque ouvrables, les heures de travail se terminent à 6.00 p.m. Les deux jours ouvrables précédant les 24 et 31 décembre, les heures de travail se terminent à 9.00 p.m.

v. Dans le territoire compris dans le reste de la juridiction territoriale, c'est-à-dire à l'exception des Zones I et II l'avant-veille et la veille

Thursday and Saturday: 7.00 a.m. to 6.00 p.m. exactly.

Friday: No limitation of the working hours.

One overtime hour is permitted on Monday, Tuesday and Wednesday to terminate the work in progress.

Zone "E"

Monday, Wednesday and Friday: 8.00 a.m. no limit.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

One half-hour is allowed on Tuesday, Thursday and Saturday to complete the work in progress.

Zone "F"

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to 4.00 p.m.

A supplementary half-hour is granted — excepted on Saturday — to finish work already begun during working hours.

Zone "G"

Monday, Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.30 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Every day, one half-hour overtime is allowed to finish up the work. No work is to be performed outside the hours above mentioned.

Note: a) In zones "A", "B", "D", "E" and "F", there shall be no limitation to the ceasing of the work during the period beginning two weeks before Easter and ending July 15th, inclusive (July 1st for zones "A" and "B") as well as from December 15th to January 6th, inclusive, excepting Sundays and Holidays. However, during such periods, no employee of zone "A" may work after 10.00 p.m. on Wednesday and Friday and he shall leave the parlor at that hour.

b) When the cities, towns or municipalities adopt the Daylight Saving Time or revert to the Standard Time, such change of Time shall be considered in the duration of labour.

c) Special provisions respecting barbers: i. In zones I and V, the whole day on Good Friday is kept as a holiday; however, during hours are extended until 9.00 p.m. on Monday, Thursday.

In all other zones, no work will be performed until noon on Good Friday.

ii. Time spent by the barber to serve the customers who came into the parlor before the expiration of the duration of working hours is not considered as a violation of the decree.

iii. However, on Monday, the working hours are extended until 6.00 p.m. in zones I and II in the Holy and Christmas weeks.

iv. In zones I and II, on December 24th and 31st, when these are working days, the hours of labour shall end at 6.00 p.m. On the two working days preceding the 24th and 31st of December, the hours of work shall end at 8.00 p.m.

v. In the territory comprised in the remainder of the territorial jurisdiction, that is with the exception of zones I and II, the two days pre-

de Noël et du Premier de l'An, lorsqu'ouvrables, sont considérés comme un vendredi et un samedi ordinaires en ce qui concerne la durée des heures de travail.

vi. Dans la Zone I, les heures de travail se terminent à 9.00 p.m. les jours du marché Lansdowne.

Clause conditionnelle: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. *Jours chômés:* Il n'y aura pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, le Jour d'Actions de Grâce (fixé par proclamation), l'Immaculée-Conception, Noël, la fête du Travail, la fête de la Reine Elisabeth lorsque fixé par proclamation.

Il n'y aura pas de travail également la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) et le Jour de la Confédération (1 juillet); cependant si ces deux fêtes tombent un vendredi ou un samedi, le congé est remis au lundi suivant.

De plus, sont également chômés par les coiffeurs et coiffeuses seulement les jours suivants: 2 janvier, Vendredi-Saint et 26 décembre.

Lorsqu'un des jours chômés ci-haut, tant pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses tombe un dimanche, le congé est remis au lendemain (lundi).

V. *Tarif des salaires:* a) *Disposition générales:* Tout salarié a droit à une heure pour le dîner et à une heure pour le souper, lorsqu'il y a du travail après sept heures le soir.

Tous les jours de fêtes doivent être payés (congés chômés) c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir réduction de salaire.

En aucun temps, l'employeur ou l'employeur professionnel n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que les minima ci-après mentionnés.

b) *Dispositions relatives aux coiffeurs et coiffeuses:* le salaire minimum pour les détenteurs de certificat de qualification (compétence) est de \$25.00 (vingt-cinq dollars) par semaine.

c) *Dispositions relatives aux barbiers:* le salaire minimum pour le barbier détenant un certificat de qualification (compétence) pour le temps régulier est le suivant: \$25.00 (vingt-cinq dollars) par semaine, plus 60% des recettes excédant \$35.00 de la semaine.— Pour les surnuméraires: \$3.00 par jour plus 60% des recettes excédant \$4.50 par jour.

VI. *Prix minima des services:*

	Zones											
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
<i>Pour les barbiers —</i>												
<i>For barbers:</i>												
Barbe — Shave.	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40	0.50	0.40	0.35	0.25	0.25	0.25	0.25
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female. . . .												
Lundi, mardi, mercredi et jeudi — Monday, Tuesday Wednesday and Thursday. . .	0.70	0.70	0.70	0.60	0.70	0.65	0.70	0.70	0.45	0.50	0.50	0.45
Vendredi — Friday.												0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday Saturday and holiday eves	0.70	0.70	0.70	0.70	0.70	0.75	0.70	0.70	0.45	0.50	0.50	
Coupe de cheveux pour enfants — Haircut for children: Moins de 14 ans — Under 14 years of age					0.40							0.35

ceding Christmas Day and New Year's Day, when they are working days, are considered as an ordinary Friday and Saturday for the establishing of the duration of working hours.

vi. In zone I, the working hours end at 9.00 p.m. on Lansdowne Market day.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber, hairdressing and beauty parlors shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175) of the decrees enacted under its authority and of the by-laws established by competent municipalities.

IV. *Days kept as holidays:* There shall be no work on Sunday, New Years' Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Thanksgiving Day (date set by proclamation), Immaculate Conception Day, Christmas Day, Labour Day and Queen Elisabeth Day when fixed by proclamation. Neither shall there be work on St. Jean Baptiste Day (June 24), Dominion Day (July 1), unless these two holidays be a Friday or a Saturday in which case the holiday takes place on the following Monday.

Moreover, the following days shall be kept as holidays by the hairdressers only: January 2, Good Friday and December 26.

When one of the above-mentioned holidays falls on Sunday, the holiday takes place the following day (Monday) (This clause applies to barbers and hairdressers).

V. *Wage rates:* a) *General provisions:* Every employee is entitled to one hour off for the noon meal and to another hour for the evening meal when working after 7.00 p.m.

All days kept as holidays must be paid, meaning that there must be no wage reduction.

The employer or the professional employer may never reduce the wages of an employee receiving more than the minimums hereafter mentioned.

b) *Provisions respecting male and female hairdressers:*

The minimum wages of holders of certificates of competency shall be \$25.00 per week.

c) *Provisions respecting barbers:* The minimum wages of barbers holding a certificate of competency, for regular hours, shall be as follows: \$25.00 per week plus 60% of the receipts exceeding \$35.00 per week. Occasional hands shall receive \$3.00 per day plus 60% of the receipts exceeding \$4.50 per day.

VI. *Minimum prices of services:*

	Zones											
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
Moins de 16 ans — Under 16 years of age	0.40	0.40	0.40	0.40	0.50	0.40	0.40	0.25	0.40	0.35	0.35	
Excepté le samedi — Except Saturday											0.50	
Excepté samedi et veilles de fêtes chômées — Except Saturday and holiday eves			0.70			0.70				0.50		
Excepté vendredi, samedi et veilles des jours chômés les 2 jours avant Noël et les 2 jours avant le Premier de l'An — Except Friday, Saturday and holiday eves, the two days preceding Christmas and the two days preceding New Year's Day	0.70	0.70		0.70	0.70	0.75	0.60	0.45	0.45	0.50		
Pompadour (brush cut):												
Pour hommes — For men:												
Première brosse — First cut	1.00											
Entretien — Subsequent cuts	0.85			0.75	0.75	0.90						
Pour enfants de moins de 16 ans — For children under 16 years of age	0.85				0.50		0.65			0.50		
Excepté vendredi, samedi et veilles de fêtes — Except Friday, Saturday and holiday eves			0.40		0.60	0.90				0.60		0.40
Services à domicile (plus transports) — Service at customer's home (plus transportation):												
Coupe de cheveux — Haircut	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00		1.00	0.75	1.00
Barbe — Shave	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00		0.50	0.75	1.00
Deux services au cours de la même visite — Two services in the same visit	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.00					1.00	
Rasage du cou seulement — Neckshave only	0.15	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10		0.10	0.10	0.10
Shampooing — Shampoo	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.60	0.50	0.35		0.50	0.50	0.50
Massage ordinaire — Ordinary massage	0.75	0.50	0.50	0.50	0.50	0.75	0.50	0.50		0.50	0.50	0.50
Massage à l'huile — Oil massage	1.25											
Massage noir (glaise) — Mud-pack	1.00				0.75	1.00	1.00	0.75		1.00	0.75	
Grillage de cheveux — Singeing of the hair	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25		0.15	0.25	0.25
Lotion-tonique brillantine "Fixum" — Lotion-tonic "Fixum"	0.25	0.25	0.15	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25		0.25	0.25	0.15
Lotion parfumée — Perfumed lotion	0.35	0.35	0.25	0.35	0.25	0.25				0.35	0.25	0.25
Aiguillage de rasoirs — Razor setting	0.50	0.50	0.45	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50		0.50	0.50	0.45
Aiguillage de ciseaux — Scissors setting	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25		0.25	0.25	0.25
Traitement à l'huile — Oil treatment	0.75											

	Zones						
	"A"	"B"	"C"	"D"	"E"	"F"	"G"
Pour les Coiffeurs et Coiffeuses — For male and female hairdressers:							
Ondulation permanente (shampooing ordinaire et coupe de mèche inclus) — Permanent wave (Shampoo, ordinary wave and trimming included):							
A la machine — With machine	4.00	3.50	3.50	3.50	3.50	5.00	3.50
Sachets chimiques — Chemical pads	5.00	4.00	5.00	4.50	5.00	5.00	4.00
A la mèche (sans shampooing ni ondulation) chacune — Per lock of hair (without shampoo or wave) each						0.20	
Ondulation permanente à froid — Cold wave	7.00	7.00	10.00	10.00	8.00	7.00	7.00

	Zones						
	"A"	"B"	"C"	"D"	"E"	"F"	"G"
Coupe de cheveux complète — Complete haircut . . .	0.75	0.25	0.50	0.50	0.50	0.75	0.75
Coupe de cheveux au rasoir — Razor haircut . . .		0.75				0.75	
Ondulation ordinaire — Ordinary hairwave . . .	0.75		0.50			0.75	0.75
Ondulation Komol, Marcel — Kômol, Marcel wave	1.00		0.75			0.75	0.75
Teinture complète des cheveux — Dyeing of the hair, complete . . .	7.00	7.00	5.00	7.00		5.00	7.00
Retouche — Retouching above . . .	4.00	3.50				2.50	
Teinture complète des cheveux (Shampooing et ondulation incl.) — Dyeing of the hair, complete (Shampoo and wave included) . . .					5.00		
Retouche — Retouching above . . .					3.00		
Manucure ordinaire — femmes — Ordinary manicure — ladies . . .	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.75
Manucure ordinaire — hommes — Ordinary manicure — men . . .	0.75	0.75		0.75	0.75	0.75	0.75
Manucure à l'huile — Oil manicure . . .	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	
Grillage de cheveux — Singeing of the hair . . .	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	
Massage ordinaire — Ordinary massage . . .	2.00	0.75	1.00	0.75	2.00	0.75	1.00
Décoloration des cheveux — Bleaching of the hair . . .	5.00	5.00	5.00	5.00		5.00	5.00
Épilation des sourcils — Plucking of eyebrows . . .	0.50	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35
Traitement Kera-Lac — Kera-Lac treatment . . .		1.00				1.00	
Traitement Breck — Breck treatment . . .		2.00				2.00	
Traitement Breck, Vivax et autres du même genre — Breck, Vivax and other similar treatments . . .							2.00
Traitement (steamer) ondulation et shampooing incl. — "Steamer" treatment, wave and shampoo included . . .						2.00	
Traitement ordinaire — Ordinary treatment . . .		0.75				0.75	
Peignage des cheveux à sec — Dry combing of the hair . . .		0.25		0.25			0.35
Peignage des cheveux à sec, fantaisie — Dry combing of the hair, fancy . . .							0.50
Peignage des cheveux à sec, laque inclus — Dry combing of the hair, lacquer incl. . .						0.35	
Bouclette simplement (pas de Shampooing) — Bouclette only (no shampoo) . . .						0.25	
Laque — Lacquer . . .				0.15	0.15		
Kolor Treat (ondulation incl.) — Kolor treat (wave included) . . .					2.00		
Shampooing ordinaire — Ordinary shampoo . . .	0.50	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35
Shampooing à l'huile — Oil shampoo . . .	0.75	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Shampooing à la crème — Cream shampoo . . .	0.75	0.50	0.50	0.50	0.50	0.75	
"Super-sonic", "Radio Wave" et autres du même genre — Super-sonic, Radio Wave and other similar waves . . .	8.00				8.00		
Permanent — Permanent wave:							
A la machine (sans ondulation) — With machine (no wave) . . .						3.50	
Sachets chimiques (sans ondulation) — Chemical pads (no wave) . . .						4.50	
A froid (ondulation incluse) — Cold wave (wave included) . . .						10.00	
Rinçage — Rinse . . .							0.25

a) Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse ne peut exercer le métier ailleurs que dans les salons, dans les hôpitaux, hospices, maisons d'enseignement et domicile du client. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles du présent décret doit être considéré préalablement par le Comité paritaire.

b) Tous les prix minima des services pour les coiffeurs et les coiffeuses sont majorés du double lorsqu'ils sont exécutés en dehors des salons où l'on pratique ces métiers dans toutes les opérations de façon permanente.

c) Est considéré comme coupe de cheveux le travail fait à la tondeuse ou avec les ciseaux.

d) Aucune prime, objet ou avantage de valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut ne peut être donné au client ou en considération du client.

e) Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux énumérés ci-haut, soit à la pièce, soit à forfait, soit à l'heure, soit à contrat ou autrement, est de nul effet.

a) No barber or hairdresser may ply his trade in places other than barber shops, beauty or hairdressing parlors, hospitals, asylums, educational establishments and customers' homes. All work done in conditions other than those herein established must be approved by the Parity Committee.

b) All of the above minimum prices for the services of hairdressers shall be increased by 200% when carried out outside parlors where such trades are plied in all their operations and in a permanent manner.

c) Work done with the clippers or scissors is considered as a haircut.

d) No premium, article or advantage of any value whatever, which may reduce the rates hereabove mentioned, may be given to a customer or in consideration of a customer.

e) Any agreement having the effect of reducing the rates hereinabove enumerated, either on a piece work, hourly contract or other basis is void.

f) Il est interdit:

i. d'offrir ou de donner gratuitement à qui que ce soit un ou des services faisant l'objet du décret;

ii. d'en changer l'appellation technique ou la définition telle qu'inscrite dans le décret;

iii. d'en réduire les prix par quelque procédé que ce soit;

iv. de donner quelque objet que ce soit comme prix, cadeau ayant pour effet d'en réduire les taux ou d'attirer la clientèle par des moyens de bons, cadeaux, prix de parties de cartes, etc., même si cela ne vise pas à réduire immédiatement les taux;

v. d'offrir des services à des prix inférieurs à ceux fixés dans le décret, par voie de publicité, de panneau-réclame ou de toute autre manière.

g) Quiconque loge ou nourrit son salarié ne peut exiger plus de \$3.00 par semaine pour le gîte et pas plus de \$5.00 par semaine pour la nourriture. Ces exigences de gîte et de nourriture ne doivent pas être déduites des montants de salaire et commission devant apparaître au complet sur les rapports au Comité paritaire.

f) It is prohibited:

i. to offer or give free of charge, to anyone, one or more services covered by the decree;

ii. to change the technical term or the definition mentioned in the decree;

iii. to reduce the prices thereof by what means soever;

iv. to give any article as prices or presents for the purpose of reducing the rates or to attract customers by means of vouchers, presents, card game prices, etc., even if this does not immediately reduce the rates;

v. To offer services at prices lower than those set by the decree by means of publicity, signboards or any other way.

g) Any employer who provides his employee with either room or board shall not charge more than \$3.00 per week for room and \$5.00 per week for board. These amounts paid for room or board shall not be deducted from the wages and commission the total amount of which shall be mentioned on the reports to the Parity Committee.

VII. *Apprentissage*: a) Aucun apprenti n'est accepté avant d'avoir seize (16) ans révolus. Tout apprenti doit avoir terminé sa huitième année de cours élémentaire; le certificat ou attestation à cet effet doit émaner des registres où l'apprenti a fait et complété ses études. Tel document doit être contre-signé par le Secrétaire de la Commission scolaire ou l'Inspecteur des Écoles (Département de l'Instruction publique).

b) Dans tout salon de barbier il est interdit d'avoir plus d'un apprenti; dans la coiffure, il est interdit d'avoir plus d'un apprenti par personne qualifiée (compétente) avec maximum de cinq. Cependant, un salon opérant avec une seule compétente (détenant un certificat de qualification) et une apprentie est autorisé à prendre une seconde apprentie dès que sa première apprentie aura ses vingt-quatre (24) mois d'apprentissage d'enregistrés au Comité paritaire.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son ou ses apprentis sur les différentes opérations du métier. L'apprenti doit travailler dans le même salon que son employeur de façon à demeurer sous sa direction immédiate et continue. Également, l'apprenti ne peut à la fois travailler le métier et tenir un salon à son compte, tant qu'il ne détient pas personnellement son propre certificat de qualification (compétence).

d) L'apprentissage comporte exclusivement:

i. *Au point de vue technique*: un stage de trois (3) ans comme apprenti dans un salon autorisé par le Comité paritaire et des examens obligatoires à tous les six (6) mois (mars et septembre) devant les Bureaux des Examineurs du Comité paritaire. Pour être admis à ces examens, l'apprenti de première année (de moins de douze mois) doit avoir enregistré un minimum de douze (12) heures de travail aux temps, lieux et conditions prescrites par la Commission d'apprentissage.

ii. *Au point de vue hygiénique*: le cours d'Hygiène chez un médecin reconnu et autorisé comme tel par le Comité paritaire et l'obtention du certificat d'Hygiène.

e) Le salaire minimum de l'apprenti ne doit pas être inférieur à ce qui suit:

VII. *Apprenticeship*: a) No apprentice is accepted before 16 years of age. The apprentice must have completed the eighth year of the Elementary Course; any certificate to that effect shall be issued from the registers of the establishment where the apprentice has made and completed his studies. Such document shall be countersigned by the Secretary of the School Commission or the Schools Inspector of the Education Department.

b) In any barbershop, it is prohibited to have more than one (1) apprentice; in the hairdressing trade, it is prohibited to have more than one (1) apprentice per competent hairdresser, with a maximum of five. However a hair dressing parlor having only one competent (with a qualification certificate) and one apprentice is authorized to take a second apprentice as soon as its first one has completed her twenty-four (24) months of apprenticeship as registered at the Parity committee.

c) The employer shall gradually make his apprentice or apprentices work at the different operations of the trade. The apprentice and the employer shall work in the same parlor so that the apprentice remain under the immediate and continuous direction of the employer.

Moreover, an apprentice shall not ply the trade and operate a parlor on his own account before he personally holds his own certificate of competency.

d) Apprenticeship shall comprise exclusively:

i. *From a technical point of view*: A period of three (3) years as apprentice in a parlor authorized by the Parity Committee and compulsory examinations every six (6) months (March and September) before the Boards of Examiners of the Parity Committee. To be admitted to these examinations, the first year apprentice (less than twelve months) must have registered a minimum of twelve (12) hours of work under the supervision of the Apprenticeship Commission of the Barbers and Ladies Hairdresser Trades of the District of St. Francis at a time and place and under the conditions prescribed by the Parity Committee.

ii. *For hygiene purposes*: The hygiene course given by a physician recognized and authorized as such by the Parity Committee and the obtaining of the certificate of hygiene.

e) The minimum wages of the apprentice shall be as follows:

Barbiers:	par semaine
Premier mois.	\$ 6.00
Second et troisième mois.	8.00
4ième, 5ième et 6ième mois.	10.00
7ième, 8ième, 9ième, 10ième, 11ième et 12ième mois.	12.00
13ième au 24ième mois.	15.00
24ième au 36ième mois.	18.00
plus 10% des recettes brutes.	

Coiffure:	
1er, 2ième et 3ième mois.	6.00
4ième, 5ième et 6ième mois.	8.00
7ième, 8ième, 9ième, 10ième, 11ième et 12ième mois.	12.00
13ième au 24ième mois.	15.00
24ième au 36ième mois.	20.00

f) Quiconque désire prendre à son service un apprenti, doit d'abord exiger de cet apprenti un permis d'essai de trente (30) jours émis par le Comité Paritaire selon les conditions ci-haut. Après cette période d'essai, tout apprenti doit se procurer un certificat approprié et signer en même temps avec son employeur un engagement conjointement avec le Comité Paritaire et valide seulement pour six (6) mois chez cet employeur. Par la suite l'engagement est obligatoirement renouvelable en mars et en septembre de chaque année et doit clairement spécifier que l'employeur s'engage à montrer le métier au complet à son apprenti, conformément aux dispositions et à l'esprit de la Loi et du décret de même qu'aux exigences du métier. Au cas où tel employeur voudrait révoquer son engagement vis-à-vis son apprenti, il doit établir le motif du renvoi au moins quinze (15) jours à l'avance.

g) L'apprentissage des métiers visés par le décret doit se faire exclusivement dans les salons de barbier, salons de coiffure ou de beauté sous la surveillance du Comité Paritaire. Cependant, un apprenti pourra commencer son apprentissage dans une école spécialisée sous le contrôle du Ministère du Bien Être Social et de la Jeunesse. Un crédit pourra être accordé pour ce temps d'apprentissage.

h) Un apprenti ne peut être employé ni ne peut travailler comme employé surnuméraire.

i) Personne ne peut obtenir de certificat de qualification (compétence) sans avoir satisfait au préalable à toutes les exigences du présent règlement d'apprentissage.

j) Nul ne peut se faire payer ni accepter une compensation quelconque pour enseigner au complet ou partiellement le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse.

k) A l'expiration des trente six (36) mois d'apprentissage, tout apprenti doit se présenter au Comité Paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification (compétence) à la condition toutefois qu'il soit détenteur d'un certificat attestant qu'il a suivi le Cours d'Hygiène reconnu par le Comité Paritaire et subi avec succès les examens dudit cours.

A défaut par ledit apprenti de se présenter audit examen à la fin de son apprentissage, il est privé du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du décret jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article. Au cas d'insuccès de l'apprenti, ce dernier doit se présenter de nouveau six mois plus tard. Le défaut par l'apprenti de se présenter à l'examen de reprise dans le délai prescrit, ou le défaut par ce dernier de subir avec succès dans ledit délai son examen, le prive du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du décret, jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article.

l) Tout apprenti doit au cours de ses trente six (36) mois d'apprentissage, suivre un cours complet d'hygiène reconnu par le Comité Pari-

Barbers:	Per week
First six months.	\$ 6.00
Second and third months.	8.00
4th, 5th and 6th months.	10.00
7th, 8th, 9th, 10th, 11th and 12th months.	12.00
From the 13th to the 24th month. ...	15.00
From the 24th to the 36th month. ...	18.00
Plus 10% of the gross receipts.	

Hairdressers:	
First, second and third months.	6.00
4th, 5th and 6th months.	8.00
7th, 8th, 9th, 10th, 11th, and 12th months.	12.00
From the 13th to the 24th month. ...	15.00
From the 24th to the 36th month. ...	20.00

f) Anyone wishing to hire an apprentice shall first require from such apprentice a thirty-day probation permit issued by the Parity Committee in the conditions above described. After this probation period, every apprentice shall obtain a proper certificate and, at the same time, sign with his employer an employment contract, witnessed by the Parity Committee and effective for six (6) months with the said employer. Thereafter, the contract shall be renewed in March and in September of each year and shall clearly specify that the employer undertakes to properly train the apprentice in pursuance of the provisions and purpose of the Act and of the decree, not omitting the requirements of the trade. Should the employer wish to bring the contract with his apprentice to an end, he shall give his reasons at least fifteen (15) days in advance.

g) Apprenticeship of the trades hereby governed shall be served exclusively in barber shops or in hairdressing or beauty parlors, under the supervision of the Parity Committee. However, an apprentice may begin his apprenticeship in a specialized school operated by the Youth and Social Welfare Department. A credit may be granted for this apprenticeship period.

h) No apprentice shall be employed or shall work as occasional hand.

i) No one may obtain a certificate of competency without first complying with all the apprenticeship provisions herein contained.

j) No one shall accept payment or compensation of any kind for teaching, in whole or part, the barber or hairdressing trade.

k) At the completion of the thirty-six (36) months of apprenticeship, every apprentice shall sit before the Parity Committee for an examination to obtain the certificate of competency providing he can produce a certificate stating that he has followed the hygiene course approved by the Parity Committee and has passed the examinations of such course.

If the apprentice refrains from sitting for the examination above mentioned at the completion of his apprenticeship, he shall be deprived of the right to ply the trade regulated by the decree until he has complied with the provisions of this section. In the event of failure, the apprentice shall sit for another examination after a period of six months. If the apprentice refrains from sitting for this second examination, or if he fails, he shall be deprived of the right to ply the trade governed by the decree until he has complied with the provisions of this section.

l) Every apprentice shall, during his apprenticeship period (36 months), follow a complete hygiene course approved by the Parity Commit-

taire, et subir avec succès l'examen dudit cours en obtenant un certificat approprié à cette fin. Au cas d'insuccès à l'examen de reprise, l'apprenti est définitivement privé du droit d'exercer les opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, à quelque titre que ce soit.

VIII. Dispositions générales: a) Un employeur désirant se dispenser des services d'un employé ou apprenti après une période d'emploi d'une semaine, devra lui donner un avis d'au moins une semaine à l'avance ou sinon, il devra lui payer le salaire d'une semaine. Un employé désirant quitter son emploi devra en donner avis à son employeur au moins une semaine à l'avance.

b) *Uniformes:* Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils seront fournis et blanchis par l'employeur, sans frais pour l'employé ou l'apprenti.

c) Tout salon de barbier ou de coiffure, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier, devra avoir comme gérant actif et permanent un employé porteur d'un certificat de qualification (compétence).

d) *Vacances hebdomadaire:* tout salarié en coiffure a droit — sans diminution de salaire — à une demi-journée de congé durant la semaine de travail à la discrétion de son employeur pour la fixation de cette journée, mais avec un avis au préalable de vingt-quatre (24) heures; cette demi-journée de congé devra être prise de préférence le lundi. Ce congé cependant ne s'applique pas lorsqu'il y a une journée déclarée chômée par décret dans la semaine, autre que le dimanche.

Vacances annuelles payées: tout employeur, employeur professionnel doit allouer à tout employé barbier, coiffeur ou coiffeuse, une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire gagné et des commissions payées à tout salarié ayant été à son emploi durant une période d'au moins douze (12) mois consécutifs de calendrier. Tout employé ayant moins de douze (12) mois de service, a droit à $\frac{1}{2}$ journée chômée par mois de service à raison de 2% du salaire et des commissions gagnées durant ladite période. Au cas de difficulté d'application de cette clause on procédera exactement de la façon fixée par l'Ordonnance de la Commission du Salaire Minimum relative aux vacances payées.

La période de vacances se termine le 30 octobre de chaque année.

Après cinq (5) ans de service, tout employé barbier, coiffeur ou coiffeuse a droit à deux semaines de vacances dont l'une sera payée comme indiqué ci-haut, l'autre semaine, pas payée.

Les périodes de maladie ou d'absences motivées n'affectent pas la durée des vacances.

Si à la satisfaction du Comité Paritaire il est impossible à un employeur de permettre à son ou à ses employés de prendre les vacances ci-haut mentionnées, cet employeur peut, avec le consentement de son ou de ses employés, payer une semaine additionnelle de salaire et commission de la façon ci-haut établie en faveur de cet ou ces employés.

L'employeur a le privilège de déterminer lui-même la période de vacances.

e) Toute personne, association ou corporation, propriétaire de plusieurs salons, doit considérer chacun de ces établissements comme des entités distinctes, soumis chacun aux prescriptions du décret.

f) Dans chaque salon il doit y travailler régulièrement au moins une personne détenant un certificat de qualification (compétence).

tee and pass the examination of such course, following which a certificate is remitted to him. Failure at the second examination definitely deprives the apprentice of the right to perform the operations within the scope of the professional jurisdiction of the decree, in any capacity whatever.

VIII. General provisions: a) An employer wishing to dispense with the services of an employee other than an apprentice after a week's employment shall either notify him at least a week in advance or give him a week's pay. An employee who wishes to leave his employer shall notify him at least a week in advance.

b) *Uniforms:* Where special uniforms are required they are supplied and cleaned at the employer's expense.

c) Any barber shop or hairdressing parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the trade shall have, as active and permanent manager, an employee who holds a certificate of competency.

d) *Vacation Weekly:* Every employee of the hair dressing trade is entitled, without loss of wages, to one half-day off during the week the date of which to be fixed by the employer and to be made known to the employee at least 24 hours in advance. It is preferable that such half-day off be taken on Monday. There shall be no weekly holiday, however, when a statutory holiday (other than Sunday) occurs in a week.

Vacation yearly (with pay): Every professional employer shall give every one of his employees, barbers or hairdressers, a vacation of one week with pay at the rate of 2% of the wages and commission earned by any employee with a minimum of twelve (12) consecutive calendar months of service. Employees who have worked less than twelve (12) months are entitled to ($\frac{1}{2}$) one half day of vacation per month of service, with pay at the rate of 2% of the wages and commission earned during the said period. The provisions of the Ordinance of the Minimum Wage Commission respecting vacation-with pay shall be applied in the event of difficulties in the enforcement of this clause.

The vacation period shall end, each year, on October 30th.

After five years service, every employee — barber or hairdresser — is entitled to two weeks vacation, one of which paid as above mentioned and the other without pay.

Periods of illness or of justified absence do not affect the duration of vacations.

When the Parity Committee is satisfied that an employer cannot dispense with the services of his employee or employees during the vacation period, such employer may, with the employee's consent, pay an additional week of wages and commission as above established.

The employer has the right to fix the date of the vacation period.

e) Any person, association or corporation who owns more than one parlor shall consider each parlor as a distinct entity subject to the provisions of the decree.

f) There shall be in every parlor at least one person who holds a certificate of competency.

g) Quiconque tient un salon pour y exercer ou faire exercer ou faire exécuter une ou plusieurs opérations assujetties au décret ne peut louer à qui que ce soit une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans tel salon. La vente d'obligations ou d'actions, ou toute autre convention qui a pour but d'éluider la mise en application de la présente disposition ou de nuire à sa mise en exécution est défendue et nulle.

h) Pour les fins d'application du décret, toute personne s'associant pour l'exercice d'un ou de plusieurs métiers prévus dans le décret, doit signer une convention écrite détaillée à cet effet et s'enregistrer comme telle au bureau du Protonotaire du district de St-François. Aussi longtemps que les prescriptions du présent article ne seront pas observées, telle personne est présumée n'être pas en société et le propriétaire du local sera présumé être l'employeur ou l'employeur professionnel; les autres personnes exerçant le métier, ses salariés.

i) Quiconque projette de donner directement ou indirectement une ou des démonstrations pour des fins professionnelles, charitables, parades de modes, annonces, etc., alors que les services du barbier, du coiffeur ou de la coiffeuse sont requis, doit au préalable soumettre au Comité Paritaire son programme et obtenir l'autorisation écrite à cette fin au moins trente (30) jours à l'avance.

j) Tout cours est défendu à moins que le candidat n'obtienne au préalable l'autorisation écrite du Comité Paritaire à cette fin.

k) Toutes les dispositions relatives au métier s'appliquent également dans les lieux de démonstrations, salles d'échantillons, etc.

l) Le mot "Comité" désigne le "Comité Paritaire" chargé de l'application des dispositions du décret.

m) Le mot "perfectionnement" comprend tout cours, démonstration, enseignement, etc., portant sur des opérations régies par le décret et données exclusivement au bénéfice des détenteurs de certificat autres que ceux d'apprentis émis par le Comité Paritaire.

n) Tout cours de "perfectionnement" ne peut être donné qu'en dehors des heures de travail prévues par le décret et dans un local exclusivement destiné à cette fin.

o) Aucun travail de barbier, coiffeur ou coiffeuse ne peut être effectué en partie seulement dans un endroit de perfectionnement, quitte ensuite à être continué ou terminé dans un salon et vice-versa.

p) On ne peut exiger aucune charge ou compensation quelconque des personnes servant comme modèle lors des cours de perfectionnement.

q) Le "perfectionnement technique" ne doit être donné que par des personnes détenant un certificat de qualification (compétence) émis par le Comité Paritaire.

r) Lors de la ratification de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit formé. Ce nouveau Comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes et tous les engagements de l'ancien Comité contractés en vertu du décret antérieur.

IX. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pendant une période de douze (12) mois consécutifs. Il se renouvelle d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contrac-

g) Any person operating a parlor for the purpose of performing or having performed therein one or more of the operations governed by the decree shall not rent to another person one or more chairs, or material or space in such parlor. The sale of bonds or shares, or any agreement tending to elude the enforcement of the present provision or to restrain its application is forbidden and shall be null.

h) For the purposes of enforcement of the decree, all persons entering into partnership for the plying of one or more trades governed by the decree shall sign a detailed agreement to that effect and register as such with the Protonotary's office of the district of St. Francis. Until compliance with the provisions of the present section, such persons shall not be deemed to be in partnership and the owner of the parlor shall be considered as the employer or professional employer; the other persons shall be considered as his employees.

i) Any person intending to give, directly or indirectly, one or more demonstrations for professional publicity or charitable purposes or in connection with fashion parades, etc. where a barber's or hairdresser's services are required shall first submit his program to the Parity Committee and obtain an authorization in writing to that effect at least thirty (30) days in advance.

j) No one shall follow a course unless authorized to do so by the Parity Committee, in writing.

k) All provisions regulating the trade also apply to demonstration rooms, sample rooms, etc.

l) The word "Committee" means the Parity Committee entrusted with the administration of the decree.

m) The word "improvement" applies to any course, demonstration, teaching, etc. relating to operations governed by the decree and given exclusively to holders of certificates, other than apprentices' certificates, issued by the Parity Committee.

n) Improvement courses shall only be given beyond the working hours mentioned in the decree and in a place used exclusively for that purpose.

o) No barber's or hairdresser's work shall be carried out in part only, in an improvement course room to be continued or completed in a parlor, and vice versa.

p) No charge or compensation whatever shall be exacted from persons serving as models for improvement courses.

q) Technical improvement courses shall only be given by persons holding a certificate of competency issued by the Parity Committee.

r) At the time of the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present agreement until the formation of a new committee. Such new committee succeeds to the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the said former committee, under the said previous decree.

IX. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and remain effective for a period of twelve (12) months. It is then renewed automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other in

tantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit être de plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jours avant la date de son expiration ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Les paragraphes "f" et "g" suivants seront ajoutée à l'article III:

"f) Le ou avant le 1er février 1953 les taux pour travail supplémentaire seront comme suit: Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement et en plus de cinq (5) heures le samedi ou de cinquante (50) heures durant la semaine, doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Tout travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de dix (10) heures ou de cinq (5) heures le samedi, ne doit pas être compris dans le calcul du travail supplémentaire dépassant la durée hebdomadaire."

"g) Les taux pour travail supplémentaire le samedi, en regard de tout travail ayant trait au transport de meubles, sera rémunéré à raison de salaire et demi pour les dix (10) premières heures de travail."

2° Les taux de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

	"A l'em- bauchage	Après 2 mois	Après 6 mois
Aide-junior.....	\$0.45	\$0.50	\$0.50
Aide général.....	0.73	0.76	0.83
Manuteneur de fret...	0.87	0.90	0.97
Homme d'entrepôt....	0.87	0.90	0.97
Vérificateur.....	0.87	0.90	0.97
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.98
Chauffeur semi-remorque	0.93	0.96	1.03

Le ou après le 1er novembre 1952, une augmentation additionnelle de \$0.05 l'heure sur les taux précédents, sera accordée exclusivement aux chauffeurs et aux chauffeurs de semi-remorque qui ont été à l'emploi du même employeur pour une période de plus de six (6) mois.

Est considéré comme "aide-junior" une personne de pas plus de 18 ans qui surveille mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.

L'aide-général est considéré comme un employé qui voyage régulièrement avec les camions.

Le manuteneur de fret est un employé préposé

writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) days, before the date of its expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the trucking industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by Decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree, as already amended, in the following manner:

1° The following paragraphs "f" and "g" shall be added to section III:

"f) On and after February 1st, 1953, overtime rates of pay shall be as follows: All work performed in excess of ten (10) hours per day, Monday to Friday included, and after five (5) hours on Saturday or fifty (50) hours per week, shall be paid at the rate of time and a half. All overtime allowed after the ten (10) hours a day or five (5) hours on Saturday is not to be included in calculating overtime in excess of the weekly work."

"g) Overtime rates on Saturday for furniture moving operations will be paid at the rate of time and a half (1½) for the first ten hours."

2° The rate of wages shown in sub-section "a" of section IV, shall be replaced by the following:

	"Start at	After 2 months	After 6 months
Junior Helper.....	\$0.45	\$0.50	\$0.50
Helper (General).....	0.73	0.76	0.83
Dockman.....	0.87	0.90	0.97
Warehouseman.....	0.87	0.90	0.97
Checker.....	0.87	0.90	0.97
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.98
Chauffeur Semi-Trailer..	0.93	0.96	1.03

On and after November 1st, 1952, an additional increase of 0.05 per hour, over the above mentioned rates, will be granted to chauffeur and semi-trailer chauffeur only who have been working for the same employers for a period of more than six (6) months.

A Junior Helper shall be a person of not more than eighteen (18) years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty (60) pounds.

A General Helper shall be considered an employee who travels regularly with the truck unit.

A Dockman shall be considered an employee

au chargement et déchargement des unités mobiles ailleurs que dans les entrepôts permanents de son employeur.

L'homme d'entrepôt est un employé préposé de façon régulière au travail d'entrepôt.

Le vérificateur est un employé, qui dans l'exécution normale de son travail, fait celui de l'homme d'entrepôt régulier de même que le travail de commis pour la vérification et les enregistrements des factures d'envoi."

3° Le paragraphe "c" de l'article IV-A sera remplacé par le suivant:

"c) Tout nouveau salarié assujéti au présent décret n'a droit à l'assurance qu'après le dernier jour du mois suivant celui dans lequel il a été embauché par son employeur."

4° Le paragraphe "c" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"c) Tout salarié doit être rémunéré pour chaque jour de fête s'il a été au service de son employeur pendant une période minimum de trente (30) jours précédant le jour de fête et s'il a travaillé pendant au moins quatre-vingts (80) heures dans la même période. Tout salarié absent soit le jour précédent ou le jour qui suit le jour de fête et qui était requis de se présenter au travail pour ce jour, n'a pas droit à la rémunération de congé."

5° Le paragraphe "c" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"c) Tous les salariés qui ont été à l'emploi continu de leur employeur pendant trois (3) ans ou plus, doivent bénéficier d'une vacance payée de deux (2) semaines ou d'une compensation égale à 4% des salaires gagnés pendant l'année leur donnant droit au congé."

Les vacances peuvent être données du 1er janvier au 31 décembre de chaque année."

6° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article VII: "Un salarié permanent est un employé qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période minimum de trente (30) jours pendant laquelle il a effectué au moins quatre-vingts (80) heures de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2375 du 11 septembre 1937, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, dans sa teneur modifiée:

1° "The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association" sera acceptée comme partie co-contractante de première part.

2° Les dispositions suivantes seront ajoutées à l'article I après le deuxième alinéa:

"Cédule II — Vêtements de la classe B, lesquels comprennent:

manteaux imperméables et à l'épreuve des ondes, manteaux station wagon, costumes de

who loads and unloads mobile units other than in the permanent warehouse of his employer.

A Warehouseman shall be considered an employee engaged regularly in warehouse duty.

A Checker shall be considered an employee who in his normal duties performs those of a normal warehouseman as well as the clerical work required in checking and recording shipping bills."

3° The sub-section "c" of section IV-A shall be replaced by the following:

"c) A new employee is only eligible to insurance after the last day of the month that follows the month in which he was hired by his employer under the jurisdiction of the Parity Committee."

4° Subsection "c" of Section V shall be replaced by the following:

"c) Every employee shall be paid for each holiday provided he has been in his employer's service for a period of at least 30 days preceding said holiday and has worked not less than 80 hours in the same period. All employees failing to report for work on the day previous or the day after a holiday, if required, shall not be entitled to holiday pay."

5° Subsection "c" of section VI shall be replaced by the following:

"c) All employees who have been continuously in the service of their employer for three (3) years or more shall benefit two (2) weeks' vacation with pay or 4% of their total earnings of the year in which they earned the vacation."

The vacation can be given from January 1st to December 31st of each year."

6° The following paragraph shall be added to section VII.

"A permanent employee is one who has been continuously in the employ of the same employer for a period of at least 30 days in which he has worked not less than 80 hours in the period."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2375 of September 11, 1937, as amended, relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Quebec.

1. "The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association" be treated as a co-contracting party of the first part.

2. The following provisions shall be added to section I, after the second paragraph:

"Schedule H; class B garments, which shall include;

waterproof and water-repellent raincoats, station wagon coats, ski suits, and ski jackets,

ski, jaquettes de ski fabriquées pour les femmes, à moins de dispositions contraires dans ce décret, lorsque tels vêtements sont :

i. taillés et fabriqués en quantités et selon les mesures et grandeurs usuelles et non suivant les mesures ou grandeurs individuelles.

ii. fabriqués par section à la manière des manufacturiers de vêtements pour hommes et garçons lorsque la production est divisée en nombres variés d'opérations.

iii. faits de coton, rayonne, nylon, tissu ou mélange synthétique de quelque pesanteur que ce soit ainsi que ceux faits de laine ou de mélange de laine de moins de 8 onces la verge carrée.

Tous les manufacturiers ou employeurs fabriquant des vêtements de la classe B doivent s'enregistrer en faisant connaître par écrit, les modèles de vêtements qu'ils fabriquent et en faisant parvenir un rapport de leur liste de paie respective pour chaque mois. Subséquentement, les inspecteurs du Comité conjoint peuvent vérifier la sorte de produits et de tissus utilisés à la fabrique même de tels manufacturiers ou employeurs.

Dans les cas de différends entre ces inspecteurs et les employeurs concernés quant à la classe de vêtements (A ou B) fabriqués, tels différends doivent être soumis pour règlement à un sous-comité du Comité conjoint comprenant deux représentants manufacturiers de la classe A et deux représentants manufacturiers de la classe B et le président du Comité conjoint. Une décision majoritaire de ce sous-comité détermine et règle ces différends.

3° Le paragraphe "b" de l'article VII sera modifié en rajoutant le troisième item de l'échelle de salaires qui se lit comme suit : "Opérateur ou opératrice qui travaillent ensemble "section opérateurs" \$1.35".

4° L'article VII sera modifié en y ajoutant un nouveau paragraphe comme suit :

"c) Cédule II — Vêtements de la classe B

Métiers	Salaires horaire Zone I
Coupeur très compétent ou marqueur .	\$1.14
Coupeur de fourniture .	1.07
Presseur-finiisseur .	0.99
Coupeur moins compétent, assistant- coupeur ou coupeur aux couteaux .	0.82½
Faiseur de formes .	1.07½
Faiseur de poches .	0.99
Assembleur, faiseur de dessus et sur- jeteur de poches .	0.82½
Etendeur et empileur .	0.82½
Assortisseur .	0.62½
Sous-presseur .	0.75
Presseur à la machine à vapeur .	0.99
Faiseur de doublures .	0.82½
Faiseur de pattes .	0.82½
Faiseur de collets .	0.82½
Faiseur de revers et faiseur de pare- ments de manches .	0.66
Faiseur de fournitures (y compris les bordures de poches) .	0.64½
Tous les préposés aux machines spéciales y compris les poseurs de boutons et les préposés à la machine à boutons .	0.64½
Finisseur .	0.60½
Préposé à la couture à la main (y com- pris les poseurs de boutons, les sur- jeteurs de bas, les préposés à la couture des bas de parements, les poseurs de boursures, les poseurs de revers et de collets) .	0.60
Rabatteur à la main, nettoyeur, coupeur de fils, préposé aux réparations, exa- minateur, plieur .	0.60

made for females, unless otherwise provided herein, when such garments are

i. Cut and produced in quantities and manu-
factured only to standard trade measurements
and sizes and not to individual sizes, measure-
ments or specifications;

ii. Manufactured by section system as used
by men's and boys' clothing manufacturers, where
production is broken up into varying numbers of
operations;

iii. Made of cotton, rayon, nylon, synthetic
fabrics and/or mixtures thereof of any weight;
and wool or wool mixtures of a weight of less than
8 ounces per square yard.

All manufacturers and/or employers engaged in
the production of class B garments shall register
as such by reporting the types of garments
manufactured together with their respective
payroll reports for each month. Thereafter,
the inspectors of the Joint Committee may
verify the kind of products and material used at
the factory premises of such manufacturer and/or
employer.

In the case of dispute between the said inspec-
tors and employers concerned regarding the
class of garment (A or B) manufactured, such
dispute shall be submitted for decision to a sub-
committee of the Parity Committee comprising
two representative-manufacturers of Class A
garments and two representative-manufacturers
of class B garments, and the Chairman of the
Parity Committee. The decision of the majority
of this sub-committee shall determine and dispose
of such dispute.

3. Section VII, "b" shall be amended by
deleting therefrom the following words and
figures: "Section Operator (male and female)
\$1.35 cents per hour."

4. Section VII shall be amended by adding
thereto the following new sub-section.

"c) Schedule II, Class B Garments".

Class or craft	Rates per hour Zone I
Full skilled cutter or marker .	\$1.14
Trimmer .	1.07
Offpresser .	0.99
Semi-skilled cutter, chopper or knife cutter .	0.82½
Shape Maker .	1.07½
Pocket Maker .	0.99
Joiner, top maker, and pocket tacker .	0.82½
Lay-up and piler .	0.82½
Sorter .	0.62½
Underpresser .	0.75
Steam Machine presser .	0.99
Lining Maker .	0.82½
Flap Maker .	0.82½
Collar Maker .	0.82½
Lapel Maker and cuff maker .	0.66
Trimming maker (including pocket welts) .	0.64½
All special machine operators including button sewers and button machine operators .	0.64½
Finisher .	0.60
Hand sewer, (including button sewer, bottom tacker, bottom facing sewer, padding sewer, lapel and collar sewer)	0.60
Hand filler, cleaner, thread cutter, busheler, examiner, folder .	0.60

Employé général.....	0.60	General hand.....	0.60
Apprentis:		Apprentices:	
1er trimestre.....	0.42½	first three months.....	0.42½
2ème trimestre.....	0.45	second three months.....	0.45
3ème trimestre.....	0.50	third three months.....	0.50
4ème trimestre.....	0.55	fourth three months.....	0.55
après douze mois.....	0.60	after twelve months.....	0.60

5° L'article X sera modifié en y ajoutant un nouvel alinéa comme suit:

Apprentis dans les manufactures de vêtements de la classe B: Le nombre d'apprentis dans un établissement fabriquant des vêtements de la classe B ne doit pas dépasser 25% du nombre d'employés de tels établissements."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

5. Section X shall be amended by adding thereto a new paragraph as follows:

Apprentices in Class B Garments Factories: Apprentices are limited to 25% in number of the workers employed in Class B garments establishments."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

1° La cédule II de l'article I intitulé "Juridiction industrielle", sera amendée en rajoutant au premier alinéa de telle cédule les mots "coupevent, mackinaws".

2° L'alinéa "iii" de la cédule II de l'article I sera radié.

3° L'alinéa "iv" de la cédule II de l'article I intitulé "Juridiction industrielle" sera remplacé par les suivants:

"iv. faits de coton, rayonne, nylon, tissus ou mélange synthétique de quelque pesanteur que ce soit ainsi que ceux faits de laine ou de mélange de laine de moins de 8 onces la verge carrée.

Tous les manufacturiers ou employeurs fabriquant des vêtements de la classe "B" doivent s'enregistrer en faisant connaître par écrit, les modèles de vêtements qu'ils fabriquent et en faisant parvenir un rapport de leur liste de paie respective pour chaque mois. Subséquemment, les inspecteurs du Comité conjoint peuvent vérifier la sorte de produits et de tissus utilisés à la fabrique même de tels manufacturiers ou employeurs.

Dans les cas de différends entre ces inspecteurs et les employeurs concernés quant à la classe de vêtements (A ou B) fabriqués, tels différends doivent être soumis pour règlement à un sous-comité du Comité conjoint comprenant deux représentants manufacturiers de la classe A, deux représentants manufacturiers de la classe B et le président du Comité conjoint. Une décision majoritaire de ce sous-comité détermine et règle ces différends."

4° A l'article I, paragraphe "b-1", intitulé "Exceptions", aux alinéas 5 et 6, les mots "pour ouvriers" seront radiés.

5° A l'article VII intitulé "Taux de salaires" les mots "et vêtements de la classe "B" ainsi

NOTICE OF AMENDMENT

The honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2991 of November 10, 1937, as amended relating to the men's and boys clothing industry in the province of Quebec.

1. Schedule II of section I, entitled "Industrial Jurisdiction" shall be amended by delating the words "windbreakers and mackinaws" appearing in the fourth line of the first paragraph thereof.

2. Subparagraph "iii" of Schedule II of section I shall be delated.

3. Paragraph "iv" of Schedule II of Section I, entitled "Industrial Jurisdiction", shall be replaced by the following paragraphs:

"iv. made of cotton, rayon, nylon and/or synthetic materials or mixtures thereof of any weight; and wool or wool mixtures of a weight of less than 8 ounces per square yard."

All manufacturers and/or employers engaged in the production of class "B" garments shall register as such by reporting the types of garments manufactured, together with their payroll report for each month. Thereafter, the inspectors of the Joint Committee may verify the kind of products and material used at the factory premises of such manufacturer and/or employer."

In the case of dispute between the said inspectors and the employer concerned, regarding the class of garment "A" or "B" manufactured, such dispute shall be submitted for decision to a sub-committee of the Parity Committee comprising two representative-manufacturers of Class "A" garments and two representative-manufacturers of Class "B" garments, and the Chairman of the Parity Committee. The decision of the majority of this sub-committee shall determine and dispose of such dispute."

4. In section I, sub-paragraph "b-1" entitled "Exception" to paragraphs 5 and 6, the word "workman's" preceding the words "windbreakers" and "makinaw coats", will be deleted.

5. In section VII, sub-paragraph "a-ii", the words "and Class "B" garments", and the

que les mots "et de vêtements de la classe B" apparaissant au paragraphe "a-ii" seront radiés.

6° L'article VII-a sera de plus modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"vi. *Vêtements de la classe B*: Les employeurs qui fabriquent des vêtements de la classe B ainsi que des vêtements exemptés de la juridiction de ce décret en vertu de ses dispositions dans une proportion excédant 25% de leur production totale, doivent verser à leurs salariés préposés à la fabrication de vêtements de la classe B et assujettis au présent décret, en plus de leur salaire régulier (même si tel salaire dépassait les minima établis dans ce décret) soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de \$0.20 l'heure au lieu et place du boni de vie chère général ci-haut prévu de \$0.28½ l'heure. Ces manufacturiers ont le droit d'inclure ou d'incorporer ce boni de vie chère de \$0.20 dans les taux horaires ou à la pièce payés à leurs salariés."

7° La clause suivante sera ajoutée à la fin de la cédule II apparaissant au paragraphe "b" de l'article VII:

"Les dispositions concernant l'apprentissage et l'avancement graduel doivent s'appliquer également aux manufacturiers de vêtements de la classe B."

8° "The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association" sera traitée comme partie co-contractante de seconde part.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans le district de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée, On demande:

1. Que l'article I soit modifié comme suit:

Zone IX: Que les mots: "St-Victor-de-Tring", soient remplacés par les mots: "St-Victor village et St-Victor paroisse".

Que les municipalités de St-Séverin, St-Jules et Saints-Anges soient ajoutées à cette zone IX.

Que l'alinéa apparaissant à la fin du paragraphe intitulé "zone IX", concernant les salons de coiffure pour dames de St-Honoré de Shenley soit radiée.

2. Que les paragraphes "c-1 et c-3 de l'article IV soient abrogés et remplacés par les suivants:

"c-1. Dans la zone IV, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$34.00 par semaine."

"c-3. Dans la zone VI, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus

words "and Class "B" garments" shall be deleted.

6. Section VII-a, shall be further amended by adding thereafter a paragraph reading as follows:

vi. Class "B" garments. Employers who are class "B" garment manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production shall pay to their employees engaged in the production of class "B" garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piecework, or other basis, a cost of living bonus of 20 cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 28 ½ cents per hour heretofore provided. Such manufacturer shall have the right to include or incorporate the above mentioned cost of living bonus of 20 cents per hour in the hourly or piecework rate paid to such employees."

7. The following clause will be added to Schedule II contained in subsection "b" of section VII:

"The provisions governing apprenticeship and gradual promotion shall apply to manufacturers of Class "B" garments."

8. That "The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association" be treated as co-contracting party of the second part.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 20, 1952. 33244-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Section I will be amended as follows:

The words "St. Victor-de-Tring" will be replaced by the words "St-Victor village and St. Victor parish".

The municipalities of St. Severin, St. Jules and Saint-Anges will be added to the said zone IX.

The paragraph at the end of the subsection headed "Zone IX", concerning hairdressing parlors of St. Honore, will be deleted.

2. Subsections "c-1" and "c-3" of section IV will be deleted and the following substituted therefor:

"c-1. In zone IV, the minimum wages of regular employees shall be \$25.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$34.00 per week."

"c-3. In zone VI, the minimum wages of regular employees shall be \$25.00 per week plus

50% des recettes de son travail au-delà de \$34.00 par semaine."

3. Que la disposition suivante soit ajoutée à la fin de l'alinéa intitulé "zone IX" du paragraphe "a" de l'article V comme suit:

"Cependant, durant la période comprise entre le 18 et le 23 décembre inclusivement, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 9.00 p.m., à l'exception du samedi ainsi que la veille de Noël."

4. Que l'alinéa intitulé "zone IX", du paragraphe "a" de l'article VII soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Zone IX:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 7.00 p.m.;
Les mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les mercredi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Nonobstant les dispositions précédentes, durant les mois de juillet et août, les heures de travail seront les suivantes:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les mercredi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Cependant, dans les villes de Beauceville, Beauceville-Est, St-Georges et St-Georges-Ouest, les heures de travail seront les suivantes durant toute l'année:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les mercredi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

5. Que les prix minima déterminés à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés dans les zones IV, VI et IX soient remplacés respectivement par les suivants:

Zone IV:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	\$0.55
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de la barbe	0.35
Ondulation permanente "à froid" avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis) ..	6.00
Ondulation permanente ordinaire, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis) ..	4.00
Ondulation permanente ordinaire pour enfants au-dessous de 12 ans, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	3.00
Ondulation permanente chimique pour enfants au-dessous de 12 ans, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	4.00
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	1.00

Zone IV:

Cité de Rivière du Loup seulement: Salons de barbier:	
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.60

50% of the receipts of their work exceeding \$34.00 per week."

3. The following clause will be added at the end of the paragraph headed "Zone IX" in subsection "a" of section V:

"However, during the period between December 18 and 23 inclusive, the hours of work shall be distributed between 8.00 a.m. and 9.00 p.m. excepting Saturday and Christmas eve."

4. The paragraph headed "Zone IX", in subsection "a" of section VII, will be deleted and the following substituted therefor:

"Zone IX:

Monday: 1.00 p.m. to 7.00 p.m.
Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday, Friday and Holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Notwithstanding the foregoing provisions, during the months of July and August, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday, Friday and Holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

However, in the towns of Beauceville, Beauceville-Est, St-Georges and St-Georges-Ouest, the hours of work shall be as follows the year round:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday, Friday and Holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

5. That the minimum prices determined in section XII for the services hereafter mentioned in zones IV, VI and IX be respectively replaced by the following:

Zone IV:

Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.55
Friday, Saturday and holiday eves ..	0.60
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35
Saturday and holiday eves	0.50
Shave	0.35
Cold wave with or without shampoo, haircut or water wave	6.00
Ordinary permanent wave, with or without shampoo, haircut or water wave ..	4.00
Ordinary permanent wave for children under 12 years of age, with or without shampoo, haircut or water wave	3.00
Chemical permanent wave for children under 12 years of age, with or without shampoo, haircut or water wave ..	4.00
Water wave with ordinary shampoo	1.00

Zone IV:

City of Rivière-du-Loup only: Barber shops:	
Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.60

Samedi et veilles de fêtes chômées....	0.70	Saturday nad holiday eves	0.70
Salons de coiffure:		Hairdressing parlors:	
Coupe de cheveux ordinaire	0.50	Ordinary haircut	0.50
Coupe de cheveux (Shingle)	0.75	Shingle haircut	0.75
Ondulation permanente "à froid"	8.00	Cold wave	8.00
Ondulation permanente avec ou sans fils ou pads chimique	5.00	Permanent wave with or without elec- trictiy or chemical pads	5.00
Ondulation à l'eau avec shampooing ordi- naire	1.25	Water wave with ordinary shampoo	1.25
Shampooing Tint	6.00	Tint shampoo	6.00
Traitement du cuir chevelu	2.50	Scalp treatment	2.50
Manucure	0.50	Manicure	0.50
Retouche (teinture des cheveux)	4.25	Retouching (dyeing of the hair)	4.25

Zone VI:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et ven- dredi	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées..	0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-des- sous de 14 ans:	
Tous les jours	0.35
Coupe de cheveux Shingle	0.75
Coupe de la barbe	0.30
Ondulation permanente sans machine et sans ondulation à l'eau, pour adultes.	5.00
Ondulation permanente sans machine et sans ondulation à l'eau, pour enfants au-dessous de 14 ans.	4.00
Ondulation permanente, électrique pour adultes	4.00
Ondulation permanente, électrique pour enfants au-dessous de 14 ans.	3.50
Ondulation à l'eau avec shampooing or- dinaire	1.25
Ondulation à l'eau (sans séchage)	0.50

Zone IX:

Coupe de la barbe	0.35
Ondulation permanente chimique	4.00

Zone VI:

Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thurs- day and Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.60
Haircut for children under 14 years of age:	
Every day	0.35
Shingle haircut	0.75
Shave	0.30
Permanent wave, no machine, without water wave, for adults.	5.00
Permanent wave, no machine, without water wave, for children under 14 years of age	4.00
Permanent wave, electrical, for adults. .	4.00
Permanent wave, electrical, for children under 14 years of age	3.50
Water wave with ordinary shampoo	1.25
Water wave (no drying)	0.50

Zone IX:

Shave	0.35
Chemical permanent wave	4.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 septembre 1952. 33244-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° A l'article XV-A intitulé "Vacances payées" le paragraphe "a" sera remplacé par le suivant:

"a) Après une année de services continus pour leur employeur, à un congé annuel payé d'une durée minimum de deux (2) semaines continues."

2° A l'article XV-A intitulé "Vacances payées" le paragraphe "c" sera remplacé par le suivant:

"c) Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié est terminé avant qu'une année de

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 2375 of September 11, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree, as follows:

1. That in Section XV-A entitled Vacation with pay, sub-section "a" be replaced by the following:

"a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay for a minimum duration of two weeks."

2. That, in Section XV-A entitled Vacation with pay, sub-section "c" be replaced by the following:

"c) If, for any reason whatsoever, employment of an employee is terminated before a year of

services continus ne soit complétée, ou si cet emploi est commencé et terminé pendant une année de services continus, ce salarié, au terme de l'emploi, a droit à une indemnité pour congé équivalente à 4% du salaire qu'il a gagné quand il était à l'emploi de l'employeur pendant cette année de services continus."

3° Ces amendements auront un effet rétroactif au 1er juillet 1952.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1952. 33244-o

continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 4% of the wages earned by him in that portion of the said year of continuous service during which he was in the employ of the employer;"

3. That the foregoing amendments be made retroactive to July 1st, 1952.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1952. 33244-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 7544. Dame Jeannine Deslandes, vendeuse, de la cité de St-Hyacinthe, épouse commune en biens de Raphael Gloutnez, autrefois marchand et actuellement chômeur, des mêmes lieux, demanderesse; vs Raphael Gloutnez, autrefois marchand et maintenant chômeur de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de septembre 1952.

Saint-Hyacinthe, ce 10 septembre 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33207-o CHS. M. PIUZE, C.R.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, dans la Cour Supérieure. Marie-Ange Lacroix vs Léo Simoneau, St-Sébastien, dans le district de Beauce.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse a institué des procédures en séparation de biens dans cette cause.

Lac Mégantic le 11 septembre 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33208-o J.-ARMAND DROUIN, Avocat.

AVIS LÉGAL

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 320862. Dame Alice Legris, ménagère, épouse commune en biens de Évariste Presseau, contracteur, de Ste-Rose, Co. Laval, district de Montréal, demanderesse; vs Évariste Presseau, contracteur, de Ste-Rose, Co. Laval, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 septembre 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
33209-o D. di FRANCESCO.

AVIS

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure No. 4271; Dame Marie Jeanne Riberdy épouse de Léopold Larose, artisan, de la cité de Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 10 septembre 1952.
L'avocat de la demanderesse,
33210-o GEO.-H. DUREAULT, C.R.,

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court, No. 7544. Dame Jeannine Deslandes, saleslady, of the city of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Raphael Gloutnez, heretofore a merchant and actually unemployed, of the same place, plaintiff; vs Raphael Gloutnez, heretofore a merchant and now unemployed, of the city of Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the tenth day of September, 1952.

St-Hyacinthe, September 10, 1952.
CHS. M. PIUZE, Q.C.,
33207 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court. Marie-Ange Lacroix vs Léo Simoneau. St-Sébastien, in the district of Beauce.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, in this cause.

Lake Megantic, September 11, 1952.
J.-ARMAND DROUIN, advocate,
33208 Attorney for the Plaintiff.

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 320862. Dame Alice Legris, housekeeper, wife common as to property of Évariste Presseau, contractor, of Ste. Rose, Co. Laval, District of Montreal, plaintiff; vs Évariste Presseau, contractor, of Ste. Rose, Co. Laval, District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 4th day of September 1952.

D. di FRANCESCO,
33209-o Attorney for plaintiff.

NOTICE

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 4271; Dame Marie-Jeanne Riberdy, wife of Léopold Larose, artisan, of the city of Granby, district of Bedford, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Sweetsburg, September 10th, 1952.
GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,
33210-o Attorney for plaintiff.

AVIS LÉGAL

Province de Québec, district de Montréal, cour Supérieure, N° 320 613. Dame Anna Alexandra Tomiuk, ménagère, épouse commune en biens de Wasyl (William) Kovalsky, tous deux de la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse, vs Wasyl (William) Kovalsky, de la cité de Lachine, district de Montréal, buandier, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause par la demanderesse contre le défendeur en date du 2e jour de septembre 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
33221 SYDNEY PHILLIPS.

AVIS LÉGAL

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 321170. Dame Helena Langlois, épouse en communauté de biens de Léopold Lévesque, de Montréal, demanderesse; vs Ledit Léopold Lévesque, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, jeudi, le 11 septembre 1952.

Montréal, ce 11 septembre 1952.
Le Procureur de la demanderesse,
33242-o RAYMOND DAOUST.

LEGAL NOTICE

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 320 613. Dame Anna Alexandra Tomiuk, housewife, wife common as to property of Wasyl (William) Kovalsky, both of the City of Lachine, district of Montreal, plaintiff, vs Wasyl (William) Kovalsky, of the City of Lachine, district of Montreal, Laundry Operator, defendant.

NOTICE

An action in separation as to Property has been instituted by the Plaintiff in this case against the Defendant herein on the 2nd day of September, 1952.

33221-o SYDNEY PHILLIPS,
Attorney for Plaintiff.

LEGAL NOTICE

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 321170. Dame Helena Langlois, wife common as to property of Léopold Lévesque, of Montreal, plaintiff; vs the said Léopold Lévesque, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on Thursday, the 11th of September, 1952.

Montreal, September 11, 1952.
33242 RAYMOND DAOUST,
Attorney for plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 10 septembre 1952, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "The Aircraft Builders' Association", dont la formation a été autorisée le 17 avril 1946, avec siège social à Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 11 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33206-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 12 septembre 1952, le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 7" en celui de l'"Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gatineau-Nord", et ce conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (R.S.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33233-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on September 10, 1952, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "The Aircraft Builders' Association", whereof the formation was authorized on April 17, 1946, with corporate seat at Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 11, 1952.

33206 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on September 12, 1952, authorized the change of name of the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 7", into that of the "Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Gatineau-Nord", pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, September 12, 1952.

33233 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

COLONIAL CONVERTERS CORPORATION

Règlement N° 22

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Colonial Converters Corporation (ici nommée la "compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Cinq directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Decrété ce 15e jour d'août 1952.

Le Président,
CARL LANGLEBEN.
Le Secrétaire,
IRVING FREEMAN.

33211

COLONIAL CONVERTERS CORPORATION

By-Law No. 22

A By-Law to increase the number of directors.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Colonial Converters Corporation (herein called the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from four to five so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five Directors.

2. Five Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Enacted this 15th day of August, 1952.

CARL LANGLEBEN,
President.
IRVING FREEMAN,
Secretary.

33211-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la région de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 septembre 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33212-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la région de Valleyfield" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 10, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33212

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Bénéfices Sociaux de Québec", en date du 26 août 1952, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33234-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Bénéfices Sociaux de Québec", under date the 26th day of August, 1952, whereof the head office is at Quebec, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33234

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Service Credit Union", en date du 25 août 1952, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

33236-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Service Credit Union", under date the 25th day of August, 1952, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33236

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Domil Limitée Plan Filament", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 août 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33235-0 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Domil Limitée Plan Filament", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke.

JEAN BRUCHÉSI,
33235 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

Le Greffier,
33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
33184-37-9 Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La compagnie "Hardware Merchants Limited", incorporée par lettres patentes, en vertu de la partie première de la loi des Compagnies de Québec, le 12 juin, 1948, donne avis par les présentes qu'elle entend demander la permission d'abandonner sa charte, après observance des formalités requises en vertu de ladite loi.

Montréal, ce 25 août 1952.

Le Secrétaire,
33213-0 RONALD DANSEREAU.

Charters — Surrender of

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The company "Hardware Merchants Limited", incorporated by letters patent, under Part I of the Quebec Companies' Act, on June 12, 1948, hereby gives notice that it intends to apply for leave to surrender its charter, after fulfilling the formalities required under the said Act.

Montreal, August 25, 1952.

RONALD DANSEREAU,
33213 Secretary.

AVIS DE DEMANDE
D'ABANDON DE CHARTE

ARCHER BRAND CLOTHES INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Archer Brand Clothes Inc." donne avis qu'elle demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, à compter d'une date qui sera fixée par le Secrétaire de la province de Québec.

Daté à Montréal, le 10 septembre 1952.

ARCHER BRAND CLOTHES INC.,
par le Secrétaire-trésorier,
33222 M. RABINOVITCH.
Les Procureurs de Archer Brand Clothes Inc.,
33222 (Signé) COHEN & LEITHMAN.

NOTICE OF APPLICATION
TO SURRENDER CHARTER

ARCHER BRAND CLOTHES INC.

Under the provisions of the Quebec Companies Act Archer Brand Clothes Inc. gives notice that it will make application to the Secretary of the Province of Québec under Part I of the Quebec Companies Act for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Secretary of the Province of Québec.

Dated at Montreal, this 10 day of September, 1952.

ARCHER BRAND CLOTHES INC.
per M. RABINOVITCH,
Secretary-Treasurer.
(Sgd) COHEN & LEITHMAN,
33222-0 Attorneys for Archer Brand Clothes Inc.

AVIS

LE MARCHÉ CARLETON LTÉE

Avis est donné par les présentes que "Le Marché Carleton Ltée", corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Carleton sur mer, P.Q. demandera au Procureur de la Province de Québec l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Carleton sur mer, ce 9ème jour d'août 1952.

33214-o

Le Secrétaire,
PAUL PAQUET.

NOTICE

LE MARCHÉ CARLETON LTÉE

Notice is hereby given that "Le Marché Carleton Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in Carleton by the Sea, P. Q. will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Carleton by the Sea, P. Q., this 9th day of August, 1952.

33214-o

PAUL PAQUET,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "J. S. Mitchell Printing Co. Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de septembre 1952.

33223

Le Président,
J. S. MITCHELL.

Notice is hereby given that the J. S. Mitchell Printing Co. Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1952.

33223-o

J. S. MITCHELL,
President.

AVIS DE REQUÊTE D'ABANDON
DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Lucky Lady Ltd.", ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 16 septembre 1952.

33237-o

Les Procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN,
1435 St. Alexandre, Ch. 1075,
Montréal, P.Q.

NOTICE OF APPLICATION FOR
SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Lucky Lady Ltd.", having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 16th September, 1952.

33237-o

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner,
1435 St. Alexander St., Suite 1075,
Montreal, P.Q.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "National Credit Card Ltd." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'Agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est Harold H. Walker, C.R., de la cité de Montréal.

Le bureau principal dans la Province est établi dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11e jour de septembre 1952.

33206

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "National Credit Card Ltd.", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created under and in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Harold H. Walker, Q.C., of the City of Montreal.

The head office in the Province is to be established in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 11th day of September, 1952.

33206-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité, à compter du 1er janvier 1953, une taxe de vente dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent (1%), en conformité de la loi, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 10 septembre, 1952.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Le Président,
JOSEPH LAURIN.

Le Secrétaire-trésorier,

33197-37-4-o MARIE-ALICE DUPUIS.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Raymond Eric Parsons, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens écrits du barreau de la province de Québec.

Le Requérent,
R. E. PARSONS.

Les Procureurs du Réquérent,
33227-38-4-o MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

AVIS LÉGAL

LES CHEVALIERS DE COLOMB DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Les membres du Conseil d'État des Chevaliers de Colomb de la Province, soit, M. le Juge T. A. Fontaine, député d'État, Son Excellence Mgr Alexandre Vachon, archevêque d'Ottawa et aumônier d'État, M. Julien Lavallée, secrétaire d'État, Me Fabio Monet, président de la Commission d'appel de l'impôt sur le revenu, et trésorier d'État; L'Hon. Juge Eugène Marquis de la Cour supérieure, avocat d'État, M. le Dr Auguste Massicotte, cérémoniaire d'État, donnent avis aux intéressés qu'ils demanderont à la prochaine session de la Législature de Québec qu'ils soient constitués en corporation générale sous le nom de "Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec."

La corporation générale serait régie par un comité directeur provincial appelé le Conseil d'État des Chevaliers de Colomb de la province de Québec, et posséderait tous les droits des corporations civiles ordinaires pour gérer les affaires des Chevaliers de Colomb dans la province, selon les principes chrétiens de l'Ordre.

Par cette loi, la Corporation générale serait divisée en sections appelées conseils locaux dont chacune formerait également une corporation sous le nom de "Les Chevaliers de Colomb du Conseil ... No ...". Pour que les Conseils locaux soient automatiquement constitués en corporation particulière, il leur suffirait d'adresser une requête au Procureur général à cet effet accompagnée d'un certificat d'approbation du Conseil d'État et à

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing and levying, within the Municipality, from the first of January 1953, a sales tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%), according to law, and for other purposes:

Beauharnois, September 10th, 1952.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in county of Beauharnois.

JOSEPH LAURIN,
President.

MARIE-ALICE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.

33197-37-2-o

NOTICE

Notice is hereby given that Raymond Eric Parsons of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Québec to admit him to the practice of law after having passed the written examinations of the Bar of Québec.

R. E. PARSONS,
Petitioner.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
33227-38-4-o Attorneys for Petitioner.

LEGAL NOTICE

LES CHEVALIERS DE COLOMB DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

The members of the State Council of the Knights of Columbus of the Province, namely: Judge T. A. Fontaine, State Deputy, His Excellency Mgr. Alexandre Vachon, Archbishop of Ottawa, State Chaplain, Mr. Julien Lavallée, State Secretary, Me Fabio Monet, chairman of the Income Tax appeal Board, and State Treasurer; Honourable Justice Eugene Marquis, of the Superior Court, State Advocate, Dr. Auguste Massicotte, State Warden, give notice to the interested parties, that they will apply to the Legislature of Québec, at its next session, that they be incorporated into a general corporation, under the name of "Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec".

The general corporation would be governed by a Provincial advisory, called the State Council of the Knights of Columbus of the Province of Québec, and would be vested with all the ordinary rights of civil corporations, to manage the affairs of the Knights of Columbus in the Province, in keeping with the Christian principles of the Order.

By said Act, the general corporation would be divided into sections called Local Councils, each of which would also form a corporation, under the name of "Les Chevaliers de Colomb du Conseil ... No ...". In order that local Councils be automatically incorporated into special corporations it would be sufficient for them to address a petition to the Attorney General, to that effect, accompanied by a certificate of approval of the

partir de la publication de l'avis d'autorisation du Procureur général dans la *Gazette officielle de Québec*, lesdits Conseils locaux deviendraient une corporation civile, régie par les dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 12 septembre 1952,
L'Avocat des requérants, 10 est, rue
St-Jacques, Montréal,
33228-38-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

State Council and from and after the publication of the notice of authorization from the Attorney General, in the *Quebec Official Gazette*, the said Local Councils would become a civil corporation governed by the provisions of Part III of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 12, 1952.
PHILIPPE FERLAND, Q.C.
Advocate for the petitioners 10 St. James
33228-38-4 Street, East, Montreal.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 4 août 1952 du conseil du canton de Leeds, Partie-Est, comté de Mégantic, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 16 septembre 1952, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 16 septembre 1952.
Le Ministre des Affaires Municipales,
33243-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 4th of August, 1952, of the Council of the Township of Leeds, East Part, county of Megantic, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date the 16th of September, 1952, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, September 16, 1952.
BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 969-47.

Quebec, le 3 septembre 1952.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Val-Limoges", dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Ce territoire comprend les lots 1 à 20 inclusivement du rang "A" et 1 à 49 inclusivement du rang "B" du canton Pope; et les lots 1 à 47 aussi inclusivement du rang VIII (8) du canton Sicotte.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33181-37-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 969-47

Quebec, September 3, 1952.

Application is made to form, into a distinct school municipality, under the name of "Val Limoges", in the county of Labelle, the territory hereinunder described, which is not yet organized as to schools:

This territory comprises lots 1 to 20 inclusively of Range "A", and 1 to 49 inclusively of Range "B", in the township of Pope, and lots 1 to 47, also inclusively, of Range VIII (8) of the township Sicotte.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 661-52.

Quebec, le 11 septembre 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 septembre 1952, de changer le nom de la municipalité scolaire de Chambly Canton, dans le comté de Chambly, en celui de "La Ville de Fort-Chambly, comté de Chambly".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33225-o O. J. DESAULNIERS.

No. 661-52.

Quebec, September 11, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated September 3, 1952, to change the name of the school municipality of Chambly-Canton in the county of Chambly, into that of "The Town of Fort-Chambly", county of Chambly.

Said Order in Council to take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 74-52.

Quebec, le 12 septembre 1952.

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 septembre 1952, d'annuler l'arrêté ministériel en date du 14 mai 1952, érigeant la municipalité scolaire de St-Zacharie-de-Windsor, dans le comté de Richmond.

Par suite de cette annulation, qui prend effet immédiatement, le territoire de cette dite muni-

No. 74-52.

Quebec, September 12, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated September 3, 1952, to cancel the order in council dated May 14, 1952, erecting the school municipality of St-Zacharie-de-Windsor, in the county of Richmond.

Due to this cancellation, which becomes effective immediately, the territory of the said school

cipalité scolaire de St-Zacharie-de-Windsor retourne comme auparavant aux municipalités scolaires de Saint-Claude et du Canton de Windsor.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
33225-o

O. J. DESAULNIERS.

municipality of St-Zacharie-de-Windsor returns as heretofore to the school municipalities of Saint-Claude and the Township of Windsor.

33225

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1496-51.

Québec, le 12 septembre 1952.

No. 1496-51.

Quebec, September 12, 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, les lots suivants, tous inclusivement du canton Labarre, savoir:

5 à 14 du rang V (5) et 7 à 15A du rang IV (4) et de former ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Bruno", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33229-38-2-o

O. J. DESAULNIERS.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Bruno, in the county of Lake St. John, the following lots, all inclusively, of the township Labarre, to wit:

5 to 14 of range V (5) and 7 to 15A of range IV (4) and to erect the territory into a separate school municipality, under the name of "Village de Saint-Bruno", same county.

33229-38-2

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 509-923; les lots 509-922, 509-938 à 509-945; une partie des lots 508-1028-1 et 508-1028-2; une partie des lots 508-1027 (rue), 508-1028 (rue), 508-1796, 509-743 (rue) et les lots 508-1029 à 508-1034, 508-1787 à 508-1795, 508-1796b, 509-752, 509-753 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 août 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

33226-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Roch-North city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 509-923; lots 509-922, 509-938 to 509-945; part of lots 508-1028-1, 508-1028-2; part of lots 508-1027 (street), 508-1028 (street), 508-1796, 509-743 (street), and lots 508-1029 to 508-1034, 508-1787 to 508-1795, 508-1796b, 509-752 and 509-753 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil code.

Quebec, August the 27th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

33226-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur municipalité de la petite-Rivière division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 2364-374 annulé par erreur est remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 août 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

33226-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Sauveur municipality of La petite-Rivière registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 2364-374 cancelled by mistake, being now put back into force, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 8th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33226-o

AVIS

Cadastre officiel du village de Ville-Marie, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 619, 620, 622, 623, 624 et 625 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD,

33226-o

NOTICE

Official cadastre of the Village of Ville-Marie, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lots 619, 620, 622, 623, 624 and 625 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 29th 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33226-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Baskatong, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots, dans le Rang V, 34a, 34b, 34c et 34d sont corrigés, les lots 35a, 35b, 36a, 36b, 36c, 36d, 37a, 37b, 37c, 38a, 38b, 38c, 39a, 39b, 39c, 39d, 40a et 40b sont amendés, les lots 36e, 40e, 40d, 40e, 40f, 40g et 40h sont ajoutés et les lots 35c, 35d, 35e, 35f, 35g, 35h et 39e sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

33226-o

NOTICE

Official cadastre of the Township of Baskatong, registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that in Range V, lots 34a, 34b, 34c, and 34d are corrected; lots 35a, 35b, 36a, 36b, 36c, 36d, 37a, 37b, 37c, 38a, 38b, 38c, 39a, 39b, 39c, 39d, 40a and 40b are amended, lots 36e, 40e, 40d, 40e, 40f, 40g and 40h are added and lots 35c, 35d, 35e, 35f, 35g, 35h and 39e are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 26th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33226-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gauthier.	Marguerite.	21	Matane.	Notre-Dame de Bellevue, Québec.

Rimouski, le 15 septembre 1952.— Rimouski, September 15, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

33248-38-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens d'octobre 1952 — Examinations of October 1952

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Joly.	Charles-André.	25	Joliette.

Joliette, 16 septembre 1952.— Joliette, September 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

33248-38-2-O

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Héroux.	Gérald.	21	Trois-Rivières.
Pinsonnault.	Jean.	21	Trois-Rivières.
Lajoie.	Robert.	21	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 16 septembre 1952.— Trois-Rivières, September 16th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE CHATEAUNEUF,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

33248-38-2-o

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 15 septembre 1952, a accordé à Me Louis Baillargeon, notaire exerçant à Québec, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoires et index de Mes Chs.-J. Baillargeon et Octave Roy, notaires décédés qui exerçaient à Québec.

Montréal, 16 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
33238-o ARTHUR COURTOIS.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 15 septembre 1952, a accordé à Me Gilles Dupuis, notaire exerçant à Waterloo, district judiciaire de Bedford, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Ls.-Cyrice Godbout, notaire décédé qui exerçait à Waterloo.

Montréal, 16 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
33239-o ARTHUR COURTOIS.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 15 septembre 1952, a accordé à Me Pierre Lemieux, notaire exerçant à Lévis, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoires et index de Mes J.-R. Lionel Lemieux et Victor E. Lemieux, notaires décédés qui exerçaient à Lévis.

Montréal, 16 septembre 1952.

Le Secrétaire de la Chambre des Notaires,
33240-o ARTHUR COURTOIS.

Lettres patentes

L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil

AVIS DE NOUVELLES LETTRES PATENTES
CORRIGEANT DES LETTRES PATENTES ÉMISES

Avis est donné qu'en vertu de la première et de la troisième parties de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, d'annuler les lettres patentes en date du 19 juin 1952 de "L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", et de les remplacer par de nouvelles lettres patentes portant la même date, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de "L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", l'œuvre du même nom, déjà constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi 20, George V, chapitre 155, et ce, pour les objets suivants:

Maintenir et développer une œuvre d'éducation, de surveillance et de protection pour les jeunes filles.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la nouvelle corporation peut posséder, n'excédera pas \$100,000.

Le siège social de la nouvelle corporation sera situé au numéro 202, rue Saint-François, dans la cité et district judiciaire de Québec.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 15th of September 1952, has granted to Me Louis Baillargeon, Notary practising at Quebec, Judicial District of Quebec, the transfer of the minutes, repertories and indexes of Mes Chs.-J. Baillargeon and H. Octave Roy, deceased Notaries who practised at Quebec.

Montreal, September 16th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
33238-o Secretary of the Board of Notaries.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meetings held in Montreal on the 15th of September 1952, has granted to Me Gilles Dupuis, Notary practising at Waterloo, Judicial District of Bedford, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Ls.-Cyrice Godbout, deceased Notary who practised at Waterloo.

Montreal, September 16th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
33239-o Secretary of the Board of Notaries.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 15th of September 1952, has granted to Me Pierre Lemieux, Notary practising at Lévis, Judicial District of Quebec, the transfer of the minutes, repertories and index of Mes J.-R. Lionel Lemieux and Victor E. Lemieux, deceased Notaries who practised at Lévis.

Montreal, September 16th, 1952.

ARTHUR COURTOIS,
33140-o Secretary of the Board of Notaries.

Letters Patent

L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil

NOTICE OF NEW LETTERS PATENT CORRECTING
THE LETTERS PATENT ALREADY ISSUED.

Notice is hereby given that under Part I and III of the Quebec Companies Act, the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, has been pleased to cancel the letters patent, bearing date the 19th day of June, 1952, of "L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", and to replace them by new letters patent bearing the same date, incorporating as a corporation without share capital, under the name of "L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil", the corporation of the same name, already incorporated under the provisions of the Act 20, George V, chapter 155, and such, for the following purposes:

To maintain and develop a work of education, supervision and protection for young girls.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the new corporation may hold is to be limited, shall not exceed \$100,000.

The head office of the new corporation will be situate at No. 202 Saint-François street, in the city and judicial district of Quebec.

Donné au bureau du Procureur général, le 18 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33206-o P. FRENETTE.

Given at the office of the Attorney General, this 18th day of September, 1952.

P. FRENETTE,
33206 Acting Deputy Attorney General.

Liquidation, avis de:

LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE
ST-ANTOINE DE POINTE A LA GARDE

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale des sociétaires de "La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine de Pointe à la Garde", tenue le 28 juillet 1952, une résolution a été dûment adoptée à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, (S.R.Q., 1941, chap. 290) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, chap. 278) et que, à ces fins, MM. Adrien Bernard, de Maria, comté de Bonaventure, Raymond Audet, de Verdun et André Paquet, de Québec, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 4 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33219-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE
ST-ANTOINE DE POINTE A LA GARDE

Notice is hereby given that, at a general meeting of the associates of "La Caisse Populaire Desjardins de St-Antoine de Pointe à la Garde", held on the 28th of July, 1952, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, (R.S.Q., 1941, chap. 290) and the Winding-Up Act (R.S.Q., 1941, chap. 278) and that, for such purpose, Messrs. Adrien Bernard, of Maria, county of Bonaventure, Raymond Audet, of Verdun and André Paquet, of Quebec, were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 4, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33219 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308, des Statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 4 novembre 1951, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-Esprit, diocèse de Sherbrooke;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 4th day of November, 1951, erecting the territory hereinafter described into a canonical parish, under the name of the Parish of Saint-Esprit, in the Diocese of Sherbrooke.

WHEREAS the secretary of the said commissioners, has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree for civil purposes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 28 août 1952, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Saint-Esprit, comme suit, savoir:

Un territoire situé dans le canton d'Ascot, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de l'axe de la rue St-Raymond dans la cité de Sherbrooke avec la rive droite de la rivière Magog; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: toujours dans la cité de Sherbrooke, ledit axe de la rue St-Raymond, l'axe de la rue Drummond jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 15B-91 des lots 15B-88 et 15B-89 du rang IX; ledit prolongement et ladite ligne; puis sortant de la cité de Sherbrooke, et toujours dans le rang IX, le prolongement de la dernière ligne nommée à travers les lots 14B et 13A; la ligne sud du lot 13A; le prolongement de la ligne séparative des lots 13A et 13B à travers le lot 120, et la ligne sud du lot 120 jusqu'à la ligne séparative des rangs IX et X; dans le rang X, la ligne sud et la ligne ouest du lot 12A; la ligne ouest du lot 12B prolongée à travers le lot 12E; la ligne ouest du lot 120 et la ligne sud du lot 13D; dans le rang XI, la ligne sud du lot 13 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog; puis suivant ledit axe de la rivière Magog dans des directions sensiblement nord et est jusqu'au prolongement de l'axe de la rue St-Raymond et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, quant aux lots 120, rang IX et 12A, 12B, 12C et partie de 12E rang X, détaché de la paroisse civile de Saint-Roch-d'Orford, quant à la balance, détaché des paroisses canoniques de Notre-Dame-du-Rosaire-de-Sherbrooke et de Précieux-Sang-de-Capleton et sera en entier érigé pour les fins civiles, sous le nom de paroisse de Saint-Esprit, dans le diocèse de Sherbrooke.

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Esprit, dans le diocèse de Sherbrooke, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, en Notre province de Québec, ce onzième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
33206-o JEAN BRUCHÉSI.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 28th day of August, 1952, We have confirmed, established and acknowledged and, do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Esprit, as follows, to wit:

A territory situate in the township of Ascot, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses, or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit: Starting from the point of intersection of the axis of the St-Raymond street in the city of Sherbrooke with the right bank of the Magog river; thence, passing by the following lines and demarcations successively: always in the city of Sherbrooke, the said axis of the St-Raymond street, the axis of Drummond street to the prolongation of the line separating lot 15B-91 from lots 15B-88 and 15B-89 of range IX; the said prolongation and the said line; thence leaving the city of Sherbrooke, and still in range IX, the prolongation of the last mentioned line across lots 14B and 13A; the south line of lot 13A; the prolongation of the division line of lots 13A and 13B across lot 12C, and the south line of lot 12C as far as the division line of ranges IX and X; in range X, the south line and the west line of lot 12A; the west line of lot 12B extended across lot 12E; the west line of lot 12C and the south line of lot 13D; in range XI, the south line of lot 13 extending as far as the axis of the Magog river; then following the said axis of the Magog river in directions fairly north and east to the prolongation of the axis of St-Raymond street and finally this last prolongation up to the starting point; the said territory to be, as regards lots 12C, range IX and 12A, 12B, 12C and part of 12E of range X, detached from the civil parish of Saint-Roch-d'Orford, as regards the remainder, to be detached from the canonical parishes of Notre-Dame-du-Rosaire-de-Sherbrooke and Précieux-Sang-de-Capleton and to be in entirety erected for civil purposes, under the name of the Parish of Saint-Esprit, in the diocese of Sherbrooke.

And We have ordained and declared and do hereby ordain and declare that the parish of Saint-Esprit, in the diocese of Sherbrooke, described above, to be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-two and the First of Our Reign.

By command,

33206 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada
Province of Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-quatre septembre 1952, mais que, pour diverses considérations. Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au douze novembre mil neuf cent cinquante deux:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-quatre septembre 1952; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-deux et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-deux, et de Notre règne la première année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

33184-37-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

Canada
Province of Quebec

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the twenty-fourth day of September, 1952, but that, for various consideration. We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to November twelfth, one thousand nine hundred and fifty-two;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twenty-fourth day of September, 1952, We hereby convene you for the TWELFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary in Chancery,
Quebec.

33184-37-9

Sièges sociaux

CONTINENTAL KNITTING MILLS LIMITED

Avis est par la présente donné que "Continental Knitting Mills Limited", a établi son siège social au N° 1405, rue Peel dans la cité de Montréal, province de Québec.

Signé à Montréal, ce 10ème jour de septembre 1952.

33216-o

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ, C.R.,

AVIS D'ADRESSE

Re: COLLÈGE SAINT-DENIS INCORPORÉ

Le Collège Saint-Denis Incorporé constitué en Corporation par lettres patentes en date du 25 avril 1950 émises selon les dispositions de la 3ème partie de la Loi des Compagnies a établi son siège social à 4152 de la rue Saint-Denis dans la Cité de Montréal.

Montréal, 12 septembre 1952.

33220-o

Le Secrétaire,
GÉRARD CORBEIL.

Head Offices

CONTINENTAL KNITTING MILLS LIMITED

Notice is hereby given that "Continental Knitting Mills Limited", has established its head office at No. 1405 Peel Street, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Signed at Montreal, this tenth day of September, 1952.

33215

MARCEL PICHÉ, Q.C.,
Secretary.

ADDRESS NOTICE

Re: COLLÈGE SAINT-DENIS INCORPORÉ

The "Collège Saint-Denis Incorporé", incorporated by letters patent, bearing date April 25th, 1950, issued under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, has established its head-office at 4152 Saint Denis Street, in the city of Montreal.

Montreal, September 12, 1952.

33220

GÉRARD CORBEIL,
Secretary.

"Prenez avis que le siège social de la Compagnie "Industries Baribeau Inc.", est maintenant à 381, rue St-Laurent, Lévis."

INDUSTRIES BARIBEAU INC.,

Le Secrétaire,

LS.-P. POIRÉ.

33216-o

"Take notice that the head office of the company "Industries Baribeau Inc.", is now at 381 St-Laurent Street, Lévis."

INDUSTRIES BARIBEAU INC.,

LS.-P. POIRÉ,

Secretary.

33216

"Prenez avis que le siège social de la Compagnie "Standard Woodenware, Ltd.", est maintenant à 381, rue St-Laurent, Lévis."

STANDARD WOODENWARE LTD.,

Le Secrétaire,

LS.-P. POIRÉ.

33217-o

"Take notice that the head office of the company "Standard Woodenware, Ltd.", is now at 381 St-Laurent Street, Lévis."

STANDARD WOODENWARE, LTD.,

LS.-P. POIRÉ,

Secretary.

33217

Avis de changement d'adresse du bureau principal de la compagnie P. Beauchemin corporation

Notice of the change in the address of the head office of P. Beauchemin Corporation.

Avis est donné que la compagnie P. Beauchemin Corporation, ayant son bureau principal et siège social au numéro 602 Avenue Argyle, dans la cité de Westmount, district de Montréal, dans la Province de Québec, l'a transporté au numéro 31 de la rue St. Jacques ouest, suite 101, à Montréal.

Notice is hereby given that the company P. Beauchemin Corporation having its head office at 602 Argyle Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, in the Province of Quebec has moved it to 31 St. James St. West, room 101, in Montreal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 11^{ème} jour de juillet 1952.

Dated in Montreal, this 11th day of July, 1952.

P. BEAUCHEMIN CORPORATION,

par le Secrétaire,

33218-o (Signé) ANDRÉ BEAUCHEMIN.

P. BEAUCHEMIN CORPORATION,

(Signed) ANDRÉ BEAUCHEMIN,

33218-o Secretary.

Soumissions

Tenders

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-JÉRÔME (COMTÉ DE MATANE)

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-JÉRÔME (COUNTY OF MATANE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis de G. Fortin, secrétaire-trésorier, 162 avenue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 6 octobre 1952 pour l'achat de \$66,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Jérôme, Cte Matane, datées du 1^{er} août 1952 et remboursables par séries du 1^{er} août 1953 au 1^{er} août 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Louis de G. Fortin, secretary-treasurer, 162 St-Jérôme Avenue, Matane, county of Matane, until 8 o'clock p.m., on Monday, October 6th, 1952, for the purchase of \$66,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the parish of St-Jérôme, county Matane, dated August 1st, 1952, and redeemable serially from August 1st, 1953, to August 1st, 1967, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annu, payable semi-annually, on the first of February and first of August of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, or it may vary according to maturities. The table of Redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$66,500 — 15 ans

Année	Capital
1 ^{er} août 1953	x\$12,000.00
1 ^{er} août 1954	x 13,000.00
1 ^{er} août 1955	x 13,500.00
1 ^{er} août 1956	2,000.00
1 ^{er} août 1957	2,000.00
1 ^{er} août 1958	2,000.00
1 ^{er} août 1959	2,000.00
1 ^{er} août 1960	2,000.00
1 ^{er} août 1961	2,000.00
1 ^{er} août 1962	2,500.00
1 ^{er} août 1963	2,500.00
1 ^{er} août 1964	2,500.00

Table of Redemption — \$66,500 — 15 years

Year	Capital
August 1, 1953	x\$12,000.00
August 1, 1954	x 13,000.00
August 1, 1955	x 13,500.00
August 1, 1956	2,000.00
August 1, 1957	2,000.00
August 1, 1958	2,000.00
August 1, 1959	2,000.00
August 1, 1960	2,000.00
August 1, 1961	2,000.00
August 1, 1962	2,500.00
August 1, 1963	2,500.00
August 1, 1964	2,500.00

1er août 1965	2,500.00	August, 1 1965	2,500.00
1er août 1966	3,000.00	August 1, 1966	3,000.00
1er août 1967	3,000.00	August 1, 1967	3,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$36,337.50 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$12,112.50 chacun, de 1953 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Matane.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à tout échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 6 octobre 1952, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à 162 avenue St-Jérôme, Matane, comté de Matane.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Matane, (Comté de Matane), ce 12 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS DE G. FORTIN.

162, avenue St-Jérôme, Matane,
(Cté Matane), P.Q. 33224-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR
LA MUNICIPALITÉ DE HUNTINGDON
(Comté de Huntingdon)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Olivier Bonneville, secrétaire-trésorier, C. P. 227, Huntingdon, comté Huntingdon, jusqu'à 8 heures p. m., mercredi, le 8 octobre 1952, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Huntingdon, comté Huntingdon, datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$130,000.00 — 20 ans

1er juillet 1953	x \$11,000.00
1er juillet 1954	x 11,500.00
1er juillet 1955	x 12,500.00
1er juillet 1956	x 13,000.00
1er juillet 1957	x 13,500.00
1er juillet 1958	x 14,000.00
1er juillet 1959	3,000.00
1er juillet 1960	3,000.00
1er juillet 1961	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$36,337.50, granted by the Provincial Secretary, and payable in three instalments of \$12,112.50 each, from 1953 to 1955 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, or at Matane.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held at 8 o'clock p.m. on Monday, October 6, 1952, at the office of the Secretary Treasurer, No. 162 St-Jérôme Avenue, Matane, county of Matane.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders. Matane, (County of Matane) September 12, 1952.

LOUIS DE G. FORTIN,
Secretary-Treasurer.

162 St. Jérôme Avenue, Matane,
(Co. Matane), P.Q. 33224

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF HUNTINGDON
(County of Huntingdon)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Olivier Bonneville, secretary-treasurer, P. O. Box 227, Huntingdon, county Huntingdon, until 8 o'clock P.M., Wednesday, 8th day of October, 1952, for the purchase of an issue of \$130,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality of Huntingdon, county Huntingdon, dated July 1, 1952, and redeemable serially from July 1, 1953, to July 1, 1972, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$130,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1953	x \$11,000.00
July 1st, 1954	x 11,500.00
July 1st, 1955	x 12,500.00
July 1st, 1956	x 13,000.00
July 1st, 1957	x 13,500.00
July 1st, 1958	x 14,000.00
July 1st, 1959	3,000.00
July 1st, 1960	3,000.00
July 1st, 1961	3,000.00

1er juillet 1962	3,500.00	July 1st, 1962	3,500.00
1er juillet 1963	3,500.00	July 1st, 1963	3,500.00
1er juillet 1964	3,500.00	July 1st, 1964	3,500.00
1er juillet 1965	3,500.00	July 1st, 1965	3,500.00
1er juillet 1966	4,000.00	July 1st, 1966	4,000.00
1er juillet 1967	4,000.00	July 1st, 1967	4,000.00
1er juillet 1968	4,500.00	July 1st, 1968	4,500.00
1er juillet 1969	4,500.00	July 1st, 1969	4,500.00
1er juillet 1970	4,500.00	July 1st, 1970	4,500.00
1er juillet 1971	5,000.00	July 1st, 1971	5,000.00
1er juillet 1972	5,000.00	July 1st, 1972	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$70,749.25 accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$11,791.55, en 1953, et cinq versements annuels de \$11,791.54 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Huntingdon.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 octobre 1952, à 8 heures p. m., à l'école St-Joseph, Huntingdon, comté de Huntingdon.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Huntingdon, (comté de Huntingdon), ce 16 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
OLIVIER BONNEVILLE.

C. P. 227, Huntingdon,
(comté Huntingdon), P. Q. 33245-0

The letters "x" indicate the year during which annual payments of a total amount of \$70,749.25 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$11,791.55, in 1953, and five annual instalments of \$11,791.54 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Huntingdon.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday the 8th day of the month of October, 1952, at 8 o'clock P. M. at St. Joseph School, Huntingdon, county of Huntingdon.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Huntingdon, (County of Huntingdon) September 16, 1952.

OLIVIER BONNEVILLE,
Secretary-Treasurer.

P. O. Box 227, Huntingdon,
(County Huntingdon), P. Q. 33245

* Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 80, "En faillite". Dans l'affaire de: David Legault, débiteur.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front à Ville Mont-Royal, sur l'Avenue Grenfell, composé:

a) du lot numéro quatre cent six de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quinze (615-406) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent;

b) du lot numéro quatre cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quatorze (614-467) des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Avec la maison y érigée, portant le numéro civique 447, rue Grenfell.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (En faillite) rendu le 10 septembre 1952, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 55 de la Loi de Faillite de manière à

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 80, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: David Legault, Debtor.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Description: An emplacement fronting on Grenfell Avenue, in the Town of Mount Royal, composed of:

a) lot number four hundred and six of the official subdivision of original lot number six hundred and fifteen (615-406) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent;

b) lot number four hundred and sixty-seven of the official subdivision of original lot number six hundred and fourteen (614-467) of the aforesaid official plan and book of reference.

With the house thereon erected, bearing civic number 447 Grenfell street.

To be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (sitting in Bankruptcy) rendered on the 10th of September, 1952, by auction, pursuant to the provisions of Article 55 of the Bankruptcy Act,

donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1952, à ONZE heures de l'avant midi.

Conditions: Comptant. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 12 septembre 1952.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal.
33230-38-2-0

so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash. Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government tax of 2½% according to Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, September 12, 1952.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame street East, Montreal.
33230-38-2

Ventes par licitations

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Gaspé, Cour supérieure, N° 3330.

PERCÉ

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Percé dans le district de Gaspé en date du 31 mai 1952 dans une cause dans laquelle Margaret Element, Veuve de Feu Charles Maher, autrefois de l'Anse à Brillant, Comté et district de Gaspé, province de Québec, et maintenant domiciliée à 5735, Côte des Neiges, cité et district de Montreal, Province de Québec, dûment autorisée, en sa qualité d'héritière légale de la Succession de Feue Anastasie Element, veuve de Feu Ambroise White, en son vivant de l'Anse à Brillant, Comté et district de Gaspé, province de Québec, est la demanderesse, et Edgar Element, de 6757, rue Delanaudière cité et district de Montréal, Alexander Element, de 6757, rue Delanaudière, cité et district de Montréal, Irvin Element, de 152, Doreling Avenue, Toronto, Province d'Ontario, Denis Alton Element, de 89 Brooklyn Avenue, Toronto, Province d'Ontario, Adélaïde Element, épouse de Paul Stiffler, et ledit Paul Stiffler, pour autoriser et assister sa dite épouse, de 509, Myrtle Avenue, Brooklyn, New York, États-Unis d'Amérique et Eddie Element de 89, 15ième rue, Buffalo, New York, États-Unis d'Amérique, tous en leur qualité d'héritiers légaux dans la Succession de Feue Anastasie Element, veuve de Feu Ambroise White, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

DESCRIPTION

Un certain morceau de terre de figure irrégulière, situé à l'Anse à Brillant, comté de Gaspé, Province de Québec, mieux connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Douglas, comme étant le lot numéro A-3, du Bloc A, dans le premier rang Bois-Brûlé, dudit canton de Douglas, mesurant un acre et demi 1½ de largeur plus ou moins, par la profondeur du dit lot, étant borné au Nord par la route N° 6, au Sud par la ligne de division du dit lot, à l'Est par la propriété de Jérôme White et à l'Ouest par la propriété de George White, avec toutes les bâtisses érigées sur ledit morceau de terre.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enché-

Sales by Licitations

Canada, province of Quebec, district of Gaspé, Superior Court, No. 3330.

PERCÉ

Notice is hereby given that by and in virtue of a Judgment of the Superior Court for the district of Gaspé, dated May 31st, 1952, in a certain case in which Margaret Element, widow of the late Charles Maher, formerly of L'Anse à Brillant, County and district of Gaspé, province of Quebec, and now residing at 5735, Côte des Neiges Road, in the city and district of Montreal, province of Quebec, duly authorized in her quality of legal heir to the estate of the late Anastasie Element, widow of the late Ambroise White, in his lifetime, of L'Anse à Brillant, County and district of Gaspé, province of Quebec, is the plaintiff, and Edgar Element of 6757 Delanaudière Street, city and district of Montreal, province of Quebec, Alexander Element of 6757 Delanaudière street, city and district of Montreal, Irvin Element of 152 Doreling Avenue, Toronto, Province of Ontario, Denis Alton Element of 89 Brooklyn Avenue, Toronto, Province of Ontario, Adélaïde Element, wife of Paul Stiffler, and the said Paul Stiffler to authorize and assist his said wife, of 509 Myrtle Avenue, Brooklyn, New York, United States of America, and Eddie Element of 89-15th. street, Buffalo, New York, United States of America, all in their qualities of legal heirs to the estate of the late Anastasie Element, widow of the late Ambroise White, are Defendants, ordering the compulsory partition and licitation of a certain immoveable property as follows to wit:

DESCRIPTION

The whole of a certain piece or parcel of land of irregular figure, situate at L'Anse à Brillant, county of Gaspé, province of Québec, known and designated on the Official plan and book of reference of the township of Douglas, as lot number A-3, of Block A, in the first range Bois-Brûlé, of the said township of Douglas, admeasuring one and one-half (1½) acres in width more or less, by the depth of the said lot, being bounded on the North by the Main Highway, on the South by the Rear Range division line, on the East by the property occupied by Jerome White and on the West by the property occupied by George White, with all buildings thereon erected.

The said immoveable property will be put up to auction and adjudged to the highest and last

risseur le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1952, Cour tenant, dans la salle d'audience du Palais de Justice à Percé, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Percé, le 4 septembre 1952.

Les Procureurs de la Demanderesse,
33182-37-2-o PIDGEON & DUSSAULT.

Province de Québec, District de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5385, Donat Leguerrier, demandeur; vs Dame Mildred Shea, défenderesse.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Campbell's Bay, dans le district de Pontiac, et rendu par l'honorable juge H.-A. Fortier, le 9 septembre 1952, dans une cause dans laquelle Donat Leguerrier, notaire, du village de Campbell's Bay, district de Pontiac, est demandeur, et Dame Mildred Shea, veuve de Harry Cooke, du canton de l'Île du Grand Calumet, district de Pontiac, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

La moitié ouest de chacun des lots onze et douze (½ O. 11 et 12) du quatrième rang (R. IV) des plan et livre de renvoi officiels dans et pour le susdit canton de l'Île du Grand Calumet, comté de Pontiac, province de Québec (droits de mines tous exclus), contenant plus ou moins cent acres de terre en superficie, circonstances et dépendances, étant toutefois exclus ce qui appartient aujourd'hui à "New Calumet Mines Limited", dans la partie ouest du susdit lot onze, par les titres de cette compagnie, enregistrés sous les numéros 54690 et 55006,

les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROIS OCTOBRE 1952, à UNE heure de l'après-midi, dans la salle d'audience, au Palais de Justice, à Campbell's Bay, P.Q., cour tenant, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de trois cents dollars (\$300.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Campbell's Bay, le 16 septembre 1952.
Les Procureurs du demandeur,
33241-38-2-o STE-MARIE & STE-MARIE.

bidder on the FIFTEENTH day of OCTOBER 1952 at the sitting of the Superior Court or at the Prothonotary's Office at the Court House at Percé, in the said district, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the said court; and that all oppositions to annul or to secure charges or to withdraw to the said Licitation must be deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as stated for the sale and adjudication, and that all oppositions for payment must be deposited within the six days after adjudication; and that in default by the interested parties to deposit said oppositions within the delays prescribed by these presents they will be foreclosed to do so.

Percé, September 4th, 1952.

PIDGEON & DUSSAULT,
33182-37-2-o Attorneys for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Pontiac, Superior Court, No. 5385, Donat Leguerrier, plaintiff; vs Dame Mildred Shea, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that according to a judgment of the Superior Court sitting in Campbell's Bay, in the district of Pontiac, and rendered by Honourable Justice H. A. Fortier, on September 9th, 1952, in a case in which Donat Leguerrier, Notary, of the village of Campbell's Bay, district of Pontiac, is plaintiff, and Dame Mildred Shea, widow of Harry Cooke, of the township of Grand Calumet Island, district of Pontiac, is defendant, ordering the licitation of certain immoveables known and designated as follows:

The West half of lots eleven and twelve (W. ½ 11 & 12), in the fourth range (R. IV) according to the official plan and book of reference for the said township of Grand Calumet Island, county of Pontiac, Province of Quebec, (mining rights all excluded), containing one hundred acres of land in superficies, more or less, together with buildings and other appurtenances thereon erected, except however all that belongs today to New Calumet Mines Limited, in the West part of aforesaid lot eleven, by titles of the said Company registered under numbers 54690 and 55006,

the above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER 1952, at ONE o'clock in the afternoon, at the Court House, in Campbell's Bay, P.Q., Court sitting, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and upon default of the interested parties to file said oppositions within the delays hereby limited, they shall be legally foreclosed from doing so.

A deposit of three hundred dollars (\$300.00) shall be required from each and every bidder before the sale.

Campbell's Bay, September 16, 1952.
STE-MARIE & STE-MARIE,
33241-38-2-o Attorneys for Plaintiff.

LICITATION

Province de Québec, District d'Iberville
Cour Supérieure, N° 7153.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à St-Jean, dans le district d'Iberville, le 5 septembre 1952, dans une cause dans laquelle Fernand Thibodeau, cultivateur, de la paroisse de St-Cyprien, district d'Iberville, est demandeur, et Dame Florida Verdon, du même lieu, veuve de feu Rosaire Thibodeau, en son vivant du même lieu; David Thibodeau et Charles-Émile Thibodeau, tous deux du même lieu, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a) Une terre située dans la dite paroisse de St-Cyprien, soit les lots numéros 327-328-329-330-331 et 333 du cadastre officiel de la paroisse de St-Cyprien, avec bâtisses y construits;

b) Une terre située dans la dite paroisse de St-Cyprien, soit les lots numéros 338 et 339 du cadastre officiel de la dite paroisse, de St-Cyprien, avec bâtisses y construits;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZE OCTOBRE 1952, cour tenante, ou devant le protonotaire de la Cour supérieure du dit district, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de St-Jean, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier, des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et tout opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition a fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Jean, 5 septembre 1952.

Le Procureur du demandeur,
33183-37-2-0 STANISLAS POULIN.

LICITATION

Province of Quebec, District of Iberville,
Superior Court, No. 7153.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St-John's, district of Iberville, on the 5th of September, 1952, in a case wherein Fernand Thibodeau, farmer, of the parish of St-Cyprien, district of Iberville, is plaintiff, and Dame Florida Verdon, of the same place, widow of the late Rosaire Thibodeau, in his lifetime of the same place; David Thibodeau and Charles Emile Thibodeau, both of the same place, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

a) A farm situate in the said parish of St-Cyprien, namely lots numbers: 327-328-329-330-331 and 333 of the official cadastre for the parish of St-Cyprien — with buildings thereon erected;

b) A farm situate in the said parish of St-Cyprien namely lots numbers: 338 and 339 of the official cadastre for the said parish of St-Cyprien — with buildings thereon erected;

The immovables above described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1952, Sitting the Court, or before the Prothonotary of the Superior Court for the said district in the Court Room, of the Court House of the city of St. John's, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St. John's, September 5, 1952.

STANISLAS POULIN,
33183-37-2 Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, D. Lefebvre, secrétaire-trésorier de la ville de Dolbeau, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'hôtel-de-ville, en la ville de Dolbeau, LUNDI le TREIZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante deux, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payées avant la vente.

1. Comme appartenant à Madame Yvonne Bouchard-Caron et héritiers Légeux de feu Charles Caron: un emplacement mesurant (40) quarante pieds de front sur (125') cent vingt cinq pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous le numéro de

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Public notice is hereby given by the undersigned, D. Lefebvre, secretary-treasurer of the town of Dolbeau, that the hereinafter designated property will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the foresaid Town at the Town Hall, in the Town of Dolbeau, on MONDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, nine-teen hundred and fifty two, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal, school and other taxes, with interests also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Mrs Yvonne Bouchard-Caron and Legal Heirs of the late Charles Caron: an emplacement measuring forty feet (40) in front by one hundred and twenty-five feet in depth (125') known and designated of the official cadastre under subdivision number four hundred

subdivision quatre cent soixante-huit du lot numéro quarante deux (42-468), du dix-septième rang du canton Parent avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$132.63; Taxe d'eau: \$150.00; Intérêts: 21.15; Total: \$303.77. Taxes scolaires: \$183.20; Intérêts: \$11.31. Total: \$194.51. Grand total: \$498.28.

L'immeuble ci-dessus désigné est situé dans la ville de Dolbeau. L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Dolbeau, le 15 septembre, 1952.

Le Secrétaire-trésorier,

33231-38-2-o

D. LEFEBVRE.

and sixty-eight of lot number forty two (42-468), seventeenth Range, Township of Parent, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$132.62; Water taxes: \$150.00; Interest: \$21.15. Total \$303.77. School taxes: \$183.20; Interest: \$11.31. Total \$194.51. Grand total: \$498.28.

The above immovable is situated in the Town of Dolbeau. The purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at Dolbeau, September 15th, 1952.

D. LEFEBVRE,

33231-38-2-o

Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada, Province de Québec,
district de St-Hyacinthe.

Cour Supérieure, { ODINA DESJARDINS, bourgeois, des cité et district de St-Hyacinthe, demandeur, vs EDGAR BRANCHAUD, de St-Georges-de-Clarenceville, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un morceau de terre de quatre-vingt-dix pieds du nord au sud, situé à la Baie-Missisquoi, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Georges-de-Clarenceville, sous le lot N° Cent Trente-Sept (N° 137). Ce dit terrain étant borné comme suit: à l'est par la Baie-Missisquoi; à l'ouest par le chemin public; au nord par la propriété du Gouvernement Fédéral et au sud par le terrain de M. Aza Desourdy ou représentants; Avec toutes bâtisses dessus construites, y compris spécialement un restaurant et tout ce qui s'y rapporte.

Pour être vendu à la porte de l'église Catholique de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens à Venise-en-Québec, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE, 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Sweetsburg, le 15 septembre 1952. 33232-38-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { OVILA CARON, de la ville N° 717. de Buckingham, garagiste, et exerçant son commerce sous les nom et raison sociale de Caron Motor Sales, demandeur, vs FRANKLIN RUSSELL McKINNON, de la ville de Buckingham, défendeur.

"Ce certain morceau de terrain mesurant cent pieds carrés (100') sis et situé dans le canton Villeneuve et plus particulièrement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-neuf A (ptie 29A) du troisième rang (3e) dudit canton Villeneuve, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Les limites dudit morceau de terrain sont comme suit: Partant d'un point sur la ligne de rang entre les rangs deux et trois (2 & 3) et allant vers le nord sur une distance de sept

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada, Province of Quebec,
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { ODINA DESJARDINS, bourgeois, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff; vs EDOUARD BRANCHAUD, of St-Georges-de-Clarenceville, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

A parcel of land of ninety feet from north to south, situate at Missisquoi Bay, and known on the official plan and in the book of reference for the said parish of St-Georges-de-Clarenceville, under lot No. one hundred and thirty seven (No. 137), the said lot of land being bounded as follows: on the east by Missisquoi Bay; on the west by the public highway; on the north by the property of the Federal Government, and on the south by the land of Aza Desourdy or representatives — with all buildings thereon erected, including in particular a restaurant and everything connected therewith.

To be sold at the Catholic church door of the parish of "Les Saints Martyrs Canadiens" at Venise-en-Quebec on TUESDAY the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

Sweetsburg, September 15, 1952. 33232-38-2

HULL

District of Hull

Superior Court, { OVILA CARON, of the No. 717. Town of Buckingham, garage owner, and carrying on business therein under the firm name and style of Caron Motor Sales, plaintiff, vs FRANKLIN RUSSELL McKINNON, of the Town of Buckingham, defendant.

"That certain piece of land measuring one hundred feet (100') square, lying and situate in the Township of Villeneuve and more particularly known and designated as being part of lot number twenty-nine A (pt. 29A) of the third range (3rd) of said township of Villeneuve with all buildings thereon erected. The boundaries of the said piece of land are as follows: — Starting from a point on the range line between ranges two and three (2&3) and going north for a distance of

cent-vingt pieds (720'), plus ou moins, à la limite sud sur une distance de cent pieds (100') en allant vers l'est et l'ouest, mesurées du plus haut niveau du Lac Clay; de là, allant vers le nord cent pieds à la limite nord et tournant vers l'est revenant au Lac Clay. Ledit lot est complètement entouré des côtés nord, sud et ouest par le résidu du lot et du côté est par le Lac Clay. Avec ensemble un droit de passage de la route provinciale, route N° 35, au morceau de terrain susdit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Garde, dans le Village de Val-des-Bois, district de Hull, le TRENTE-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1952, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ce 17 septembre, 1952. R. ST.-PIERRE.
33247-38-2

seven hundred and twenty feet (720') more or less, to the southern boundary on One hundred feet (100') running East and West, measured from the high-water mark of Clay Lake; thence running north one hundred feet (100') to the northern boundary, and turning east back to Clay Lake. Said lot is entirely surrounded on the north, south and west sides by the balance of the lot and on the east side by Clay Lake. Together with a right-of-way from the Provincial Highway, route No. 35, to the aforesaid piece of land".

To be sold at the parish church door of Notre-Dame de la Garde, in the village of Val-des-Bois, district of Hull, on the THIRTIETH day of the month of OCTOBER, 1952, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST.-PIERRE,
September 17, 1952. Sheriff.
33247-38-2

Avis divers

F Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 30 mai 1949, les règlements de "Kinsmen Club of Montreal Inc.", comprenant les articles 1 à 17 inclusivement tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale des membres tenue le 3 mars 1949 et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'amendées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 mseptembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province, 33249
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws of "Kinsmen Club of Montreal Inc." comprising articles 1 to 17 inclusive as adopted at a special general meeting of members held on March 3rd 1949, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on May 30th, 1949, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of September, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Deslandes vs Gloutnez.....	2259
Lacroix vs Simoneau.....	2259
Langlois vs Lévesque.....	2260
Legris vs Presseau.....	2259
Riberdy vs Larose.....	2259
Tomiuk vs Kovalsky.....	2260

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

886 — Concernant la revision du règlement N° 1 de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec.....	2231
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2219

AVIS DIVERS:

Association des Instituteurs et Instituteuses Catholiques de Gatineau-Nord (Changement de nom).....	2260
Bénéfices Sociaux de Québec (Fondation).....	2261
Colonial Converters Corporation (Directeurs).....	2261
Kinsmen Club of Montreal Inc. (Règlements).....	2279

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Deslandes vs Gloutnez.....	2259
Lacroix vs Simoneau.....	2259
Langlois vs Lévesque.....	2260
Legris vs Presseau.....	2259
Riberdy vs Larose.....	2259
Tomiuk vs Kovalsky.....	2260

ORDER IN COUNCIL:

886 — Concerning the revision of By-law No. 1 of the Labour Relations Board of the Province of Quebec....	2231
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2219

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Instituteurs et Instituteuses Catholiques de Gatineau-Nord (Change of name).....	2260
Bénéfices Sociaux de Québec (Foundation).....	2261
Colonial Converters Corporation (Directors).....	2261
Kinsmen Club of Montreal Inc. (By-Laws).....	2279

L'Association des Employés de Domil Limitée Plan Filament (Formation)	2262	L'Association des Employés de Domil Limitée Plan Filament (Formation)	2262
Le Syndicat des Producteurs de Lait de la région de Valleyfield (Formation)	2261	Le Syndicat des Producteurs de Lait de la région de Valleyfield (Formation)	2261
The Aircraft Builders' Association (Ter- minée)	2260	The Aircraft Builders' Association (Ter- minée)	2260
The Service Credit Union (Fondation)	2261	The Service Credit Union (Fondation)	2261
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2262	Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2262
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Archer Brand Clothes Inc.	2262	Archer Brand Clothes Inc.	2262
Hardware Merchants Limited	2262	Hardware Merchants Limited	2262
J. S. Mitchell Printing Co. Limited	2263	J. S. Mitchell Printing Co. Limited	2263
Le Marché Carleton Ltée	2263	Le Marché Carleton Ltée	2263
Lucky Lady Ltd.	2263	Lucky Lady Ltd.	2263
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
National Credit Card Ltd.	2263	National Credit Card Ltd.	2263
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Beauharnois, commissaires d'écoles de la cité de	2264	Beauharnois, School Commissioners of the City of	2264
Les Chevaliers de Colomb de la Pro- vince de Québec	2264	Les Chevaliers de Colomb de la Pro- vince de Québec	2264
Parsons, Raymond Eric	2264	Parsons, Raymond Eric	2264
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Leeds, partie est, canton de	2265	Leeds, East Part, township of	2265
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Fort-Chambly, ville de	2265	Fort-Chambly, town of	2265
St-Bruno	2266	St-Bruno	2266
St-Zacharie-de-Windsor	2265	St-Zacharie-de-Windsor	2265
Val-Limoges	2265	Val-Limoges	2265
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Baskatong, canton de	2267	Baskatong, township of	2267
St-Roch-Nord, paroisse de	2266	St-Roch-North, parish of	2266
St-Sauveur, paroisse de	2266	St-Sauveur, parish of	2266
Ville-Marie, village de	2266	Ville-Marie, village of	2266
TRAVAIL:		LABOUR:	
Barbier et coiffeur, district de Québec (Modification)	2256	Barber and hairdressing district of Quebec (Amendment)	2256
Camionnage, Ile de Montréal (Modi- fication)	2252	Trucking, Island of Montreal (Amend- ment)	2252
Confection pour dames, province de Québec (Modification)	2253	Ladies cloak and suit, Province of Que- bec (Amendment)	2253
Confection pour dames, province de Québec (Modification)	2258	Ladies' cloak and suit, Province of Quebec (Amendment)	2258
Confection pour hommes et garçons, province de Québec (Modification)	2255	Men's and boys clothing, Province of Quebec (Amendment)	2255
Fabrication et commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec (Modification)	2233	Food products manufacturing and whole- sale trade in the district of Quebec (Amendment)	2233
L'Association des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François (Avis)	2239	L'Association des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de St-François (Notice)	2239
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent: étude du droit	2267	Lower St. Lawrence: study of law	2267

Laurentides: pratique du droit.	2267	Laurentides: practice of law.	2267
Trois-Rivières: étude du droit.	2267	Trois-Rivières: study of law.	2267

GREFFES DE NOTAIRES:

Baillargeon, Louis, en faveur de.	2268
Dupuis, Gilles, en faveur de.	2268
Lemieux, Pierre, en faveur de.	2268

NOTARIAL RECORDS:

Baillargeon, Louis, in favour of.	2268
Dupuis, Gilles, in favour of.	2268
Lemieux, Pierre, in favour of.	2268

LETTRES PATENTES:

Arol Chemical Co. Ltd..	2220
Bacal & Sons Inc.	2221
Beverley Ann Sportswear Inc..	2221
Brompton Copper Corporation Limited.	2221
Christin Investments Ltd.	2222
Cornwall Developments Limited.	2222
Couga Construction, Ltée.	2222
Dgm Oils Inc..	2223
Duchesne Construction Limitée.	2223
Elger Nets & Lace Co. Ltd..	2223
Gauthier, Murchison Ltée.	2224
Gosselin Transport Ltée.	2224
Harrington Mining Corporation.	2225
Jewel Bearings Limited.	2225
L'Association des Courtiers en Immeu- bles de Sherbrooke, Inc.—The Sher- brooke Real Estate Brokers, Inc..	2225
L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée.	2226
Laurentian Sportswear Ltd..	2226
Laval News & Cigar Store, Inc.	2227
Les Agences d'Assurances Labbé Li- mitée.	2227
L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Correction).	2268
Meco Electric Inc.	2227
Michel Rivard Limitée.	2228
Mid-Town Plumbing & Heating Com- pany Limited.	2228
Northeast International Oil & Drilling Co. Inc.	2228
Textile Association of Montreal.	2229

LETTERS PATENT:

Arol Chemical Co. Ltd..	2220
Bacal & Sons Inc.	2221
Beverley Ann Sportswear Inc..	2221
Brompton Copper Corporation Limited.	2221
Christin Investments Ltd.	2222
Cornwall Developments Limited.	2222
Couga Construction, Ltée.	2222
Dgm Oils Inc..	2223
Duchesne Construction Limitée.	2223
Elger Nets & Lace Co. Ltd..	2223
Gauthier, Murchison Ltée.	2224
Gosselin Transport Ltée.	2224
Harrington Mining Corporation.	2225
Jewel Bearings Limited.	2225
L'Association des Courtiers en Immeu- bles de Sherbrooke, Inc.—The Sher- brooke Real Estate Brokers, Inc..	2225
L'Association des Dames Patronesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph Incorporée.	2226
Laurentian Sportswear Ltd..	2226
Laval News & Cigar Store, Inc.	2227
Les Agences d'Assurances Labbé Li- mitée.	2227
L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Correction).	2268
Meco Electric Inc.	2227
Michel Rivard Limitée.	2228
Mid-Town Plumbing & Heating Com- pany Limited.	2228
Northeast International Oil & Drilling Co. Inc.	2228
Textile Association of Montreal.	2229

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Insurance Exchange Building Ltd.	2229
Komo Construction, Limited.	2229
La Compagnie de Téléphone de Charle- voix et Saguenay.	2230
Lanouette & Lanouette Ltée.	2230
Marbo Plastics Co. Ltd — (Le Plastic Marbo Inc.).	2230

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Insurance Exchange Building Ltd.	2229
Komo Construction, Limited.	2229
La Compagnie de Téléphone de Charle- voix et Saguenay.	2230
Lanouette & Lanouette Ltée.	2230
Marbo Plastics Co. Ltd — (Le Plastic Marbo Inc.).	2230

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire Desjardins de St- Antoine de Pointe à la Garde.	2269
---	------

WINDING UP NOTICE:

La Caisse Populaire Desjardins de St- Antoine de Pointe à la Garde.	2269
---	------

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la paroisse de Saint-Esprit.	2269
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2271

PROCLAMATIONS:

Concerning the erection of the parish of Saint-Esprit.	2269
Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2271

SIÈGES SOCIAUX:

Collège Saint-Denis Incorporé.	2271
Continental Knitting Mills Limited..	2271
Industries Baribeau Inc..	2272
P. Beauchemin Corporation.	2272
Standard Woodenware, Ltd..	2272

HEAD OFFICES:

Collège Saint-Denis Incorporée.	2271
Continental Knitting Mills Limited.	2271
Industries Baribeau Inc..	2272
P. Beauchemin Corporation.	2272
Standard Woodenware, Ltd..	2272

SOUSSIONS:

Huntingdon, commissaires d'écoles ca- tholiques de.	2273
---	------

TENDERS:

Huntingdon, Catholic School Commis- sioners of.	2273
---	------

St-Jérôme, commissaires d'écoles de la paroisse de	2272	St-Jérôme, School Commissioners of the Parish of	2272
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Legault, David	2274	Legault, David	2274
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Element vs Element <i>et al</i>	2275	Element vs Element <i>et al</i>	2275
Leguerrier vs Shea	2276	Leguerrier vs Shea	2276
Thibodeau vs Verdon <i>et al</i>	2277	Thibodeau vs Verdon <i>et al</i>	2277
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Dolbeau, ville de	2277	Dolbeau, town of	2277
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Desjardins vs Branchaud	2278	Desjardins vs Branchaud	2278
HULL:		HULL:	
Caron vs McKinnon	2278	Caron vs McKinnon	2278
33206-o		33206-o	